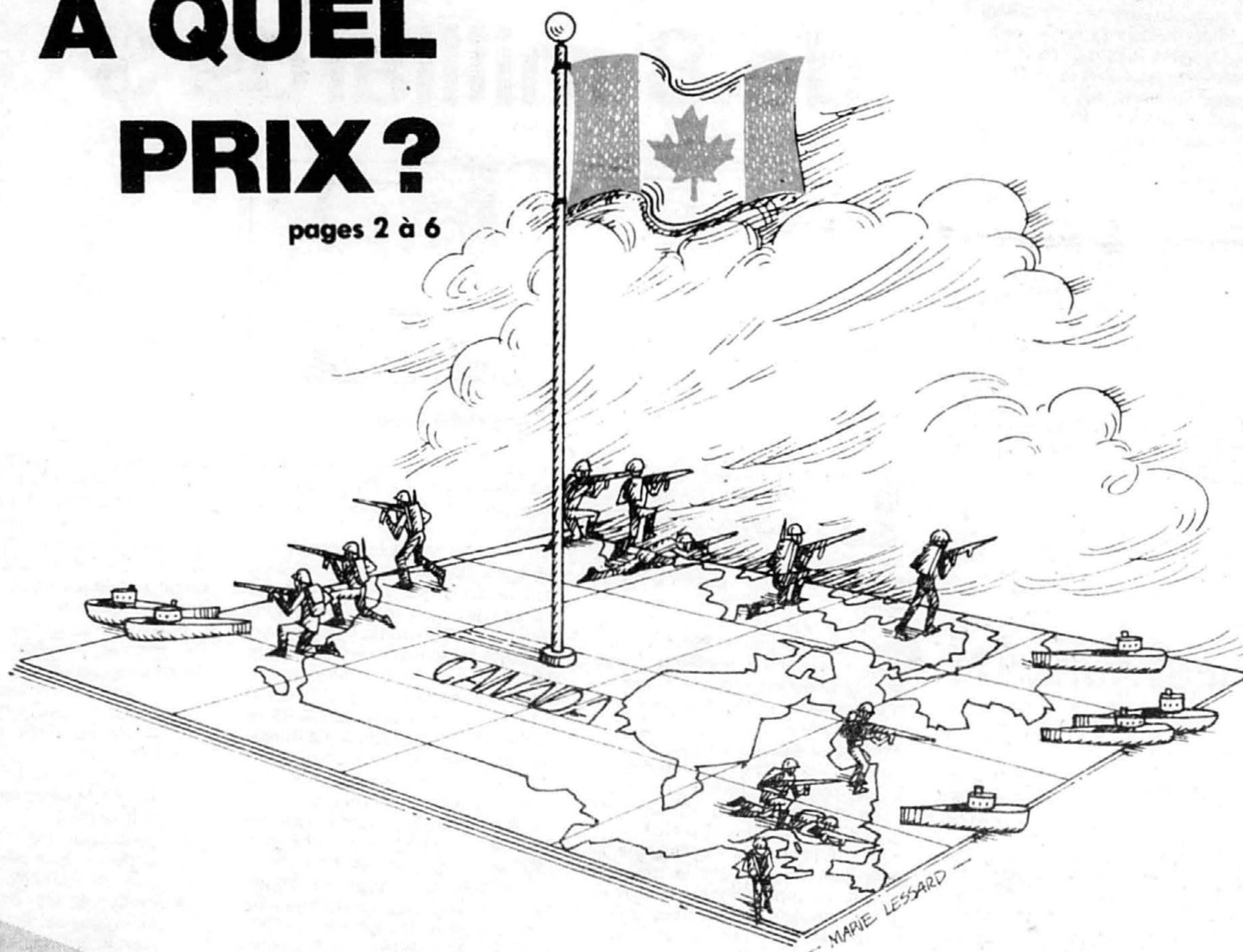


DÉFENDRE LE CANADA À QUEL PRIX?

pages 2 à 6



JACQUES MESRINE SUPERSTAR

page 8

UN PLAN DE PAIX ARABE

page 9

Que de sous

Il est plus facile pour une société de décider combien elle doit investir en éducation ou en services de santé, en équipement routier ou culturel, que d'évaluer combien d'argent il faut consacrer à la défense.

Dans les premiers cas, il suffit somme toute d'avoir créé un consensus minimum autour d'un modèle de société, les technocrates prenant ensuite la relève, y allant de leurs suggestions qui, finalement, offrent tout juste assez de divergences pour susciter un joli débat politique, lot de la vie démocratique.

Bien sûr, tout n'est pas si simple. Mais au moins, à ce niveau-là, le citoyen sait que l'information lui est accessible. Il sait que pour peu qu'il s'intéresse à l'école ou à la médecine, à ses déplacements ou à ses loisirs, il pourra en ces matières approuver ou non les choix que les élus font en son nom. Mais quand il s'agit de défendre le pays, bien peu de gens sont en mesure de dire à quoi servent les budgets fantastiques qu'on lui consacre et encore moins ce qu'il faut changer dans cette politique de défense.

Françoise Côté explore, en pages 2, 3 et 4, cet univers ténébreux, mystérieux à tout le moins, que constitue la politique canadienne de défense, en même temps que les tendances nouvelles auxquelles nous convient les spécialistes. C'est de plus de 8 milliards \$ dont il s'agit pour l'exercice en cours.

Hervé Guilbaud, de Washington, traite en page 5, de la complémentarité des systèmes canadien et américain de défense, en particulier dans le cadre de NORAD. Pour sa part, Albert Juneau à Vienne examine en page 6 comment fonctionne le processus de décision militaire en URSS.

Juneau s'est également intéressé cette semaine à la Yougoslavie, dont c'est le 40^e anniversaire de régime communiste. Un communisme assez spécial, distant de Moscou celui-là, pratiqué à travers l'un des systèmes fédéralistes les plus décentralisés du monde. La Yougoslavie fête ses 40 ans de socialisme à sa manière, en accueillant à Sarajevo cette semaine les Jeux d'hiver 84.

Et en parlant des Jeux, Charles Meunier fait le point de la difficile question du recours aux stimulants par les athlètes. L'usage de drogues diverses a fait problème jusqu'ici, mais on peut désormais éviter les détecteurs par le recours aux électrostimulateurs.

La Rédaction



Serge Grenier

L'EMPIRE DES SENS

À LA TÉLÉ

Onomatopées impossibles

L'autre jour, aux HalHa! du mercredi soir, un comédien nommé Rémy Girard présente son numéro: un chansonnier à guitare qui s'appelle Roger Goëland. Il interprète une chanson qu'il a composée alors qu'il était sur son bateau. Une chanson qui s'intitule «J'étais sur mon bateau». Et il invite le public à chanter avec lui ses impossibles onomatopées. Il insiste, il la reprend de plus en plus vite, il se fâche. Il la chante une bonne dizaine de fois, sa damnée chanson. Il se fait autoritaire, menaçant: «Vous sortirez pas d'icitte avant de l'avoir chantée.» La salle croule et lui fait un triomphe. Un très grand numéro qui mérite d'apparaître dans toute les anthologies du comique. Heureux sont ceux qui ont pu l'enregistrer sur leur magnéscope. Encore, encore!

LOISIRS

Une montagne, deux versants

Côté ouest, au parc Murray Hill, accessible par le chemin de la Côte Saint-Antoine, petits Westmountais et petites Westmountaises s'en donnent à cœur joie dans leurs costumes de neige de bonne coupe avec leurs luges et leurs toboggans. Côté est, avenue du Parc angle Mont-Royal, jeunes du Plateau et d'Outremont-en-bas s'amusent tout aussi follement dans leurs habits de skidoo avec leurs traîneaux et leurs traînes sauvages. Au sommet, la très belle patinoire du lac des Castors, pour éveiller le Gaëtan Boucher qui sommeille en nous. Côté sud, le plus beau jogging, celui d'après cinq heures du soir, sur fond de ville illuminée.

CINEMA

Quand le film est triste

Ça ne ferait pas pleurer Michèle Richard, ça l'ennuierait. C'est Broadway Danny Rose, le plus récent Woody Allen. Un humour noir et blanc tourné à New York.

La sombre histoire d'un gérant d'artistes minables: un pleur de ballons et son assistante, une joueuse de verres, un ventriloque bégue. Et le gros vendeur du gérant (juif): un gros «crooner» (italien) à qui la mode rétro fait refaire surface. Le drame du gérant: il a beau se donner entièrement à ses artistes, dès que ceux-ci deviennent connus et rentables, ils l'abandonnent, les ingrats. Sa carrière prendra fin lorsqu'il ne lui restera plus que son ventriloque bégue. Au gérant qui n'aura jamais pu placer un de ses artistes au Carnegie Hall un hommage particulier sera rendu: Le Carnegie Delicatessen donnera son nom à un sandwich. Aigre et grinçant. La cruelle illustration du mauvais goût. Des dizaines de figurants hideux qu'on dirait sortis des photos de Diane Arbus. Dans la moiteur d'été de New York, des Jewish American Princesses, deux gros jumeaux identiques qui mangent de la crème glacée, des maquillages outranciers, du polyester qui colle aux fesses et aux aisselles. Et l'in-vraisemblable perruque blonde d'une Mia Farrow méconnaissable. Le «freak show». Rires rares qui donnent froid dans le dos.

RESTAURANT

Manger art déco

Rue Guy, derrière une façade banale, s'ouvrent les ailes du Papillon Gourmand. L'art déco y fait rage. Éclairages soignés qui donnent bon teint, mobilier bon ton, bar sombre, pianiste discret, personnel en noir et blanc qui vi-revolte, clientèle qui veut autant voir qu'être vue, qui a une nette tendance à faire durer le plaisir. Et, ce qui ne gâche rien, prix fort raisonnables pour cuisine fort convenable.

MAGAZINE

Autrement

Autrement est son nom. Un magazine qui se présente autrement, sous forme de livre. Numéros thématiques articulés autour d'une trentaine d'articles concrets. Actualité permanente. Le numéro 55, par exemple: tout sur les armes et les scénarios nucléaires. Fascinant et épouvanté. À paraître en mai 1984, un numéro «Québec». Distribué ici par Diffusion Dimédia.

Une absence presque totale de débats publics sur un budget de 8 milliards \$



Françoise Côté

Le Canada est spécial: il n'existe probablement pas de pays non communistes où les crédits de la défense nationale fassent l'objet de si peu de débats sur la place publique.

Tantôt une voix s'élèvera-t-elle pour indiquer timidement que l'argent investi en armements serait plus utile en services de santé ou d'éducation. Tantôt un comité parlementaire se fera secouer par des experts lui indiquant que la participation canadienne à la défense de l'Occident est déficiente, mais leurs récriminations ne trouveront guère d'échos dans l'opinion.

Le citoyen canadien sait que la note qu'il défraie pour sa défense nationale, impressionnante à plus de 8 milliards \$, demeure l'une des plus faibles d'Occident, toutes proportions gardées. Il sait que sa contribution à l'OTAN par exemple est la plus basse de tous les pays membres, mis à part le... Luxembourg. Bien au chaud sous le parapluie de la défense américaine, les Canadiens pratiquent donc une sorte de discrétion à l'anglaise à propos de leurs dépenses militaires, sachant que troubler l'eau de cet étang pourrait rapidement faire grimper la note de plusieurs milliards.

Mais voilà qu'un livre d'un personnage en vue du Canada anglais, Peter Newman, vient jeter un pavé dans cet étang. Newman, dans «True North not Strong and Free» (en français «Un pays sans défense»), propose carrément de doubler le budget canadien de la défense pour le porter à 3,6 p. cent du Produit national brut du pays, une proportion tout juste supérieure à celle que l'on observe en Suède par exemple pour un territoire nettement moins étendu. Du coup, la grogne de Washing-

ton contre les dépenses canadiennes en matière de défense — la plus virulente jusqu'ici — prend du volume.

L'ex-ministre de la Défense Gilles Lamontagne pouvait dire aussi tard qu'en 1982 que «le Canada n'a pas à s'excuser de sa contribution à la défense de l'Occident». Le Canada consacre actuellement 9,6 p. cent du budget fédéral aux dépenses militaires ce qui laisse entrevoir pour l'exercice 84-85 le chiffre de 8,7 milliards \$. Le dilemme canadien: doter le pays d'une défense valable en tenant compte de sa capacité économique.

Les Américains notent que le Canada n'investit que 251\$ par habitant dans la défense alors qu'eux-mêmes y vont de 869\$; des petits pays aux territoires exigus comme le Danemark (398\$), la Belgique (464\$), la Norvège (526\$) rendent les explications canadiennes peu crédibles.

Quelle défense?

Outre l'insuffisance de la contribution canadienne globale, la nature même de cette contribution est également mise en cause, comme en font foi le témoignage d'experts entendus devant le comité du Sénat sur la défense nationale.

Presque tous les experts appelés à témoigner à ce niveau ont fait valoir que les seules augmentations d'effectifs et modernisation de l'équipement ne vont pas corriger le problème fondamental; ils veulent que toute la politique de défense soit réexaminée de fond en comble. En clair, ils demandent un nouveau Livre blanc sur la défense, le dernier du genre remontant à 1971.

Devant le Sénat, des universitaires spécialisés ont proposé que le prochain document ne soit pas ré-

digé dans le secret comme le précédent, mais débattu publiquement, en partant d'un Livre vert préparé par des experts. On fait observer à cet égard qu'au Royaume-Uni par exemple, un Livre blanc sur la Défense est devenu pratique annuelle.

L'actuelle politique canadienne de défense procède des quatre paramètres suivants:

1. assurer la protection du Canada et des intérêts canadiens au pays même et à l'étranger;
2. collaborer avec les États-Unis à la défense de l'Amérique du Nord;
3. contribuer, avec les alliés du Canada, à la sécurité de la zone de l'OTAN;
4. participer aux opérations de maintien de la paix sur le plan international.

Dans la foulée du Livre blanc de 1971, le gouvernement fédéral a identifié 55 tâches principales pour les forces armées canadiennes. Plus récemment, il en a ajouté une 56e, qui consiste à «empêcher que n'éclatent ou ne s'étendent les hostilités dans la région où la situation est tendue».

Cette initiative témoigne d'un changement de préoccupations au niveau du gouvernement. «La sécurité nationale globale, expliquait l'ex-ministre Lamontagne aux Communes en mars 83, sera synonyme de stratégie globale dans les années à venir. Tout en demeurant une question fondamentalement militaire, la sécurité subira de plus en plus l'influence de facteurs économiques et politiques.»

Défense de la souveraineté

Parler de la défense de la sou-



Un demi-continent à défendre, rien de moins

meilleur avion de lutte anti-sous-marine qui existe dans le monde à l'heure actuelle... le malheur, c'est que nous n'en avons que 18», dit le chef du Centre d'analyse et de recherche opérationnelle du ministère de la Défense nationale, le Dr G.-R. Lindsey.

Il y a quelques semaines à Halifax, le nouveau ministre de la Défense, Jean-Jacques Blais, a été confronté avec les problèmes de dégradation de l'équipement de la flotte canadienne. Deux des quatre destroyers qui allaient quitter le port d'Halifax pour un exercice conjoint avec la flotte américaine aux Caraïbes, n'ont pu partir à cause de problèmes mécaniques.

Le ministre Blais, qui a signé l'été dernier le contrat pour la construction de six nouvelles fré-

gates, a alors déclaré que le cabinet étudie le projet de faire construire six autres frégates. Les premiers de ces navires doivent entrer en service vers la fin de 1987.

Dans son rapport, le Sénat souligne le fait qu'aucun navire de guerre n'a été construit pendant 20 ans avant l'octroi du contrat pour les frégates. Il propose l'injection de 5,9 milliards de dollars (de 1983) pour du nouveau matériel naval en plus du programme des frégates.

Devant le comité du Sénat, des témoins ont évoqué le caractère paramilitaire de la flotte commerciale soviétique, y compris les navires de pêche. Ceux-ci pourraient théoriquement mouiller des mines au large des côtes canadiennes. Quant aux sous-marins soviéti-

ques, aucun, selon le témoignage du chef d'état-major des forces canadiennes, le général G.-C.-E. Thériault, ne se serait aventuré dans la limite de 12 milles des eaux territoriales canadiennes.

Souveraineté dans les airs

Pour assurer la défense de l'espace aérien du Canada, l'entente de coopération bilatérale, NORAD, signée en 1957, est essentielle. Avec cet accord, renouvelé en 1981 et qui vaut jusqu'au 12 mars 1986, la défense de l'espace aérien nord-américain est complètement intégrée.

C'est la fonction d'alerte et d'évaluation d'une attaque aérospatiale qui constitue le rôle le plus important de NORAD. «La

mission d'alerte du Commandement de la Défense aérospatiale revêt une importance extrême dont dépendent la fiabilité et la sécurité des moyens américains de dissuasion.

Le Commandement aérien canadien se divise en six groupes fonctionnels avec quartier général à Winnipeg. L'entrée en service en octobre 1982 du premier avion intercepteur CF-18 est un apport important. «Il a une capacité de repérage et de balayage ainsi que la capacité de s'attaquer à plusieurs cibles à la fois. En plus de la surveillance de l'espace aérien, cet appareil va permettre aussi de surveiller et de protéger les flottes de surface exposées aux attaques aériennes et sous-marines», a dit le général Thériault.

→
veraineté du Canada, c'est vouloir défendre rien de moins qu'un demi-continent. Et la première ligne de défense est évidemment l'espace maritime et aérien du pays.

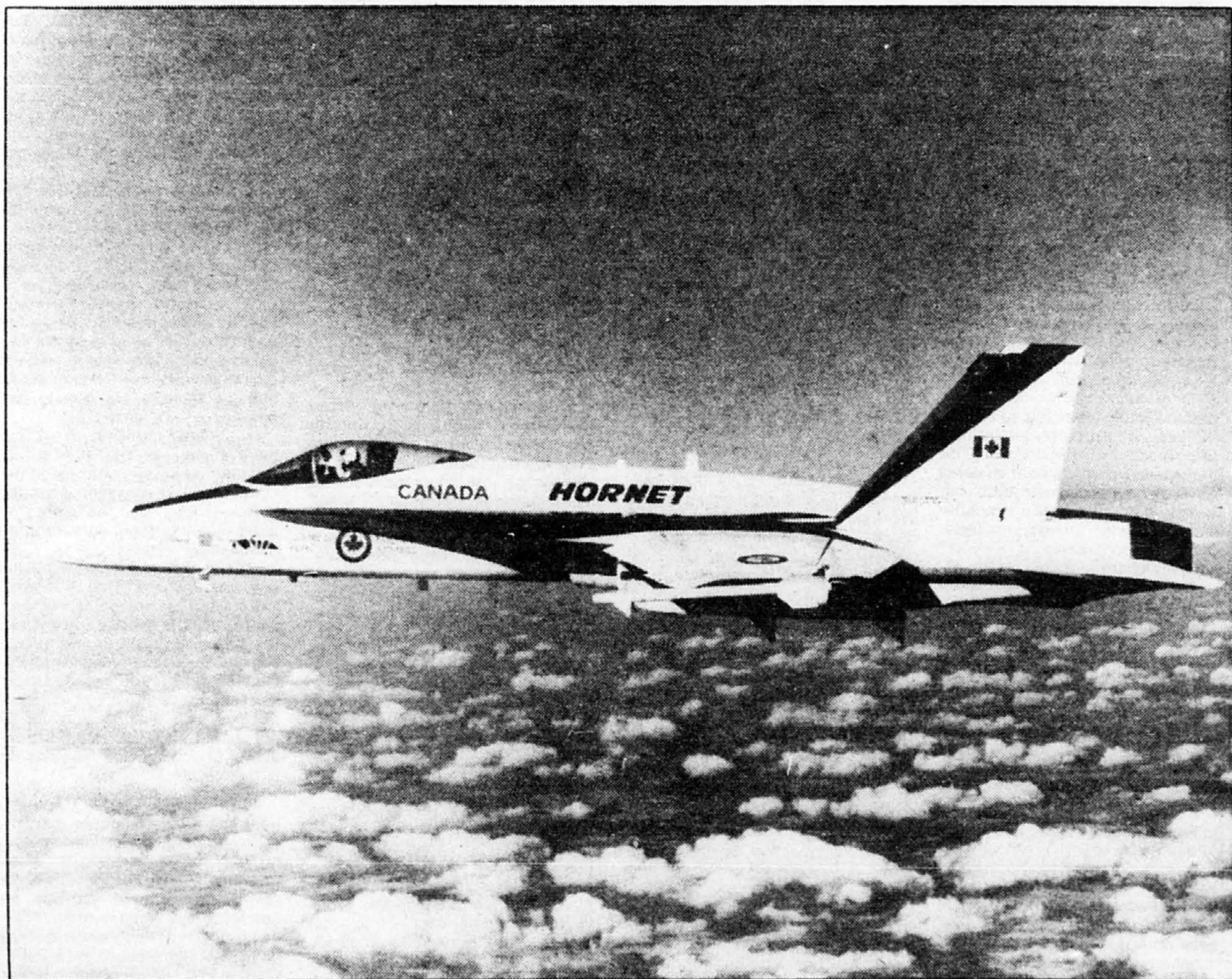
Le Canada possède probablement le littoral le plus étendu du monde avec ses 71 000 km, en excluant la plupart des îles. Sa zone économique couvre environ 1 400 000 km² dans l'Atlantique, 360 000 km² dans le Pacifique et 630 000 km² dans l'archipel Arctique.

La protection de l'espace maritime canadien est beaucoup plus que la protection des voies de communication et la liberté des mers. Mais l'engagement du Canada envers l'OTAN d'assumer la surveillance de 2 760 000 km² dans le nord-ouest de l'Atlantique et la surveillance de 1 660 000 km² dans le Pacifique Nord, en vertu des accords de défense conjointe avec les États-Unis sont étroitement liés à la défense maritime du Canada.

Au sujet de la défense anti-sous-marine dans l'Atlantique, le professeur Albert Legault, de l'université Laval, déclare: «Je pense que s'il y a un domaine où l'intégration (des forces canadiennes) est globale, c'est dans la lutte sous-marine. Nous ne sommes qu'une partie dans un ensemble plus vaste. Il est évident que le programme de frégates répond avant tout à la défense de la liberté des mers et non pas à la protection de souveraineté canadienne.»

Le Commandement maritime (COMAR), avec quartier général à Halifax, comprend une vingtaine de destroyers, trois ravitailleurs, un navire auxiliaire et trois sous-marins, et 18 avions patrouilleurs Aurora à grand rayon d'action.

«L'Aurora est probablement le



Le controversé F-18, acquis par le Canada de McDonnell Douglas

■ DÉFENSE TERRESTRE

Augmenter les effectifs?

■ RÔLE DANS L'OTAN

Plusieurs formules

■ MAINTIEN DE LA PAIX

Accentuer le tempo

→ Outre la détection des avions «ennemis» qui pourraient vouloir s'aventurer dans l'espace aérien du pays, le Commandement aérien assume des fonctions de transport, ainsi que les opérations de recherche et sauvetage (R et S).

Dotées d'hélicoptères capables d'opérer jour et nuit, les forces aériennes participent au programme de R et S par satellite SIRSAT-COSPAS. Il s'agit d'un réseau de satellites qui peut réduire le temps nécessaire pour repérer et localiser un signal de détresse transmis depuis un avion ou un navire en difficulté. C'est un programme auquel participent outre le Canada, les États-Unis, l'URSS et la France.

Défense terrestre

Le troisième élément de la défense du territoire canadien est constitué des forces terrestres regroupées dans la Force mobile. Il s'agit de forces polyvalentes, dont Peter Newman a écrit: «Si nous tenions nos engagements au sein de l'OTAN de renforcer en troupes les flancs centre et nord de l'OTAN en Europe, il nous resterait au Canada exactement deux bataillons d'infanterie, soit moins de 2000 hommes pour la défense d'un demi-continent.»

Et d'une certaine façon, l'ex-ministre Lamontagne vient confirmer l'opinion de Newman dans son dernier exposé budgétaire, quand il dit: «Le besoin croissant de forces classiques efficaces, capables de contribuer à la stratégie de dissuasion de l'OTAN quel que soit le type de conflit, va particulièrement toucher l'armée de terre au Canada, ainsi que les escadrons tactiques d'hélicoptères qui y sont rattachés.»

Pour remplir ses engagements, la Force mobile a des groupes-brigades à Valcartier, près de Québec, et à Calgary, tandis que les Forces d'opérations spéciales sont à Petawawa, en Ontario. Ce sont ces dernières qui sont utilisées pour des missions comme le maintien de l'ordre lors des Olympiques ou d'événements comme Octobre 70.

En janvier 1982, le comité du Sénat a réclamé avec insistance

une augmentation substantielle des effectifs des trois armes. Dans un premier temps, il propose une augmentation de la force régulière de 2400 militaires. Ce qui devrait porter les forces régulières l'an prochain à 85800 effectifs.

Dans un deuxième temps, on propose pour 1987 d'augmenter les forces canadiennes à 91800 militaires en augmentant de 2000 les effectifs de la force en Europe et de 4000 la Force mobile au Canada. En outre, le Sénat souhaite voir les effectifs de la Réserve atteindre en 1987, le total de 47500 militaires.

Ces augmentations d'effectifs devraient représenter pour le budget de la défense une augmentation de l'ordre de 350 millions de dollars de 1981.

Rôle dans l'OTAN

Le Canada a joué un rôle important dans la fondation de l'OTAN, quelques années après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui le rôle des forces canadiennes au sein de l'Alliance est soit remis en question soit à tout le moins l'objet de débats.

Certains soutiennent que le Canada devrait retirer ses forces de l'OTAN pour les affecter plutôt à la défense du territoire canadien. D'autres envisagent des rôles différents pour les forces canadiennes en Europe.

Le professeur Legault considère que le Canada devrait peut-être se spécialiser davantage au sein de l'OTAN. «On peut très bien retirer nos forces terrestres et renforcer les forces aériennes au Centre-Europe, stationnées en Allemagne de l'Ouest.»

«On peut aussi se retirer du secteur Centre-Europe pour faire davantage sur les flancs de l'Alliance militaire, c'est-à-dire en Norvège. C'est une question de spécialisation, il faut savoir ce que l'on veut.»

Actuellement les forces canadiennes en Europe comptent quelque 6700 hommes et femmes dont 5400 aux bases de Larh et de Baden-Soellingen. Le reste des effectifs se trouve réparti dans diverses formations de l'OTAN ainsi qu'au sein de groupes de soutien.

De plus les forces canadiennes emploient près de 2000 civils canadiens et un millier de civils allemands.

L'ex-ministre Lamontagne, abordant cette question du volume des forces canadiennes en Europe, dit: «Étant donné l'importance restreinte des forces canadiennes, une réduction de nos forces n'aurait pas un effet déterminant sur le système global de défense collective.»

Nuançant sa pensée, il précise que cela ne veut pas dire qu'un changement dans la participation canadienne passerait «inaperçu» ou serait «jugé sans importance» par les Alliés.

«Cela veut dire, plutôt, que les avantages que nous retirons de nos accords de défense collective, pour notre sécurité nationale, sont supérieurs, et même très supérieurs, à ce que nous contribuons en tant que partie à ces accords», a-t-il expliqué devant un comité des Communes.

Outre sa contribution en forces terrestres et aériennes au Centre-Europe, le Canada a aussi accepté d'affecter un bataillon et quelques escadrons de chasseurs sur le flanc nord de l'Alliance. Il s'agit d'une force en disponibilité au Canada, prête à être déployée dans le nord de la Norvège, pour assurer la défense de la Ligne Groenland-Islande, porte d'accès à l'Atlantique Nord pour les forces navales soviétiques.

Parce que la Norvège, de par sa constitution, ne peut permettre de forces étrangères sur son territoire en temps de paix, les forces canadiennes affectées au flanc nord de l'OTAN devront être dépêchées rapidement du Canada en cas d'alerte.

Devant le Sénat, des experts ont soulevé des doutes quant à l'efficacité d'un tel arrangement. En cas d'attaque surprise, on doute fort que les troupes canadiennes puissent arriver à temps. Les sénateurs recommandent donc une nouvelle étude de ces engagements avec l'OTAN pour le Groupe canadien transportable par air et par mer, connu sous le sigle de GCCTAM en français et plus souvent CAST en anglais.

Maintien de la paix

Le Canada s'est taillé une réputation enviable dans le maintien de la paix, domaine où il a acquis une expertise qu'il devrait, selon le professeur Legault, partager avec des pays du Tiers-Monde.

«Le maintien de la paix, c'est un rôle important. C'est un rôle où le Canada pourrait faire beaucoup plus. On pourrait très bien former des brigades d'intervention des pays du Tiers-Monde, qui pourraient avoir besoin de leurs propres forces de maintien de la paix dans l'avenir.»

Le Canada participe à des opérations de maintien de la paix depuis quatre décennies. En 1982, un total de 756 militaires canadiens ont été affectés à de telles opérations dans quatre régions du globe. Ottawa reste cependant très conscient des «limites de ces opérations» et affirme depuis plusieurs années que «maintien de la paix et pacification doivent aller de pair», comme le souligne le rapport annuel «Défense 82».

Le Canada participe en ce moment à cinq de ces activités de maintien de la paix parrainées par l'ONU: une à Chypre, deux au Moyen-Orient, une en Corée et une mission d'appui en Inde et au Pakistan.

À Chypre, les 515 militaires de la force régulière et de la réserve patrouillent un territoire comprenant la ville de Nicosie, où Cypriotes grecs et turcs se retrouvent souvent à quelques mètres seulement de la ligne du cessez-le-feu. Les Canadiens effectuent leurs patrouilles en véhicules blindés. Ils ont en outre des postes d'observation et effectuent des missions de caractère humanitaire.

Au Moyen-Orient, il s'agit de deux missions distinctes. La première, l'ONUST, consiste à assurer la surveillance de la trêve en Palestine sous la responsabilité de l'ONU. La seconde consiste en une force des Nations unies chargée d'observer l'accord de désengagement entre Israël et la Syrie. C'est la FNUOD, qui a son quartier général à Damas.

Le Canada participe à l'ONUST depuis 1954. Il s'agit de veiller à

l'application des stipulations de l'Armistice générale conclue en 1948 entre Israël d'une part, l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie d'autre part. En 1982, le Canada était au nombre des 17 pays qui contribuent un total de 300 militaires pour les fonctions d'état-major et d'observation. Vingt officiers canadiens ont participé à ces missions.

La FNUOD a été créée en 1974 après la signature de désengagement entre Israël et la Syrie. C'est une force de 1250 hommes, provenant de quatre pays: Autriche, Canada, Finlande et Pologne. Les 220 militaires canadiens sont en poste à Damas et sur les hauteurs du Golan, où ils assument les services de communication, de logistique et des tâches techniques.

En Corée, un officier canadien siège au sein du groupe consultatif de sept pays de la Commission de l'Armistice militaire des Nations unies.

Enfin le Canada participe au Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP). La contribution canadienne consiste à fournir des avions CC-130 Hercules deux fois par année lorsque le quartier général du Groupe d'observateurs passe de Srinagar, en Inde, à Rawalpindi, au Pakistan.

À la suite de ce tour d'horizon de la défense au Canada, il faut reconnaître que la politique de défense est présentement à un carrefour. À la veille d'une élection générale, qui pourrait porter au pouvoir un gouvernement conservateur, on peut imaginer une révision de la politique de défense avec probablement une hausse du budget et des effectifs, ainsi que des équipements.

En conclusion de son livre, Peter Newman écrit: «Nos forces armées, telles qu'elles sont, existent pour sauvegarder les intérêts de la société canadienne, et si leur rôle ultime semble difficile à déterminer, c'est parce que nous, en tant que peuple, manquons d'une foi commune.» □

LE CANADA VU DES USA



Hervé Guilbaud



Un voisin exemplaire... qui devrait solidifier sa clôture

Voisin exemplaire, allié fidèle, le Canada est de ces pays dont on parle peu au Pentagone, parce qu'ils ne présentent pas de problèmes...

Pour l'état-major américain, le Canada est surtout le partenaire des États-Unis dans le système de défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (North American Aerospace Defence Command, NORAD), le réseau de surveillance électronique déployé de la chaîne aléoutienne au Groenland et destiné à détecter une éventuelle attaque de missiles intercontinentaux soviétiques.

Dans l'atmosphère aseptisée du quartier général du NORAD, enfoui à plusieurs dizaines de mètres sous un massif granitique situé à une quinzaine de km de Colorado Springs, dans le Colorado, deux hommes se partagent la responsabilité de cette veille: le général américain James Hartinger et son adjoint, le lieutenant-général Donald Mackenzie, des forces armées canadiennes.

Pour faire face aux nouveaux missiles et bombardiers soviétiques, les États-Unis et le Canada ont entrepris de moderniser les installations de radar de la ligne d'alerte avancée (Distant Early Warning, DEW) du NORAD.

Ce vaste plan de modernisation, connu sous le nom de « Plan général pour la défense aérienne » (Air Defence Master Plan) comporte notamment la mise au point d'un radar révolutionnaire, capable de « voir » bien au-delà de l'horizon.

Cinquante-deux de ces radars, dont la date de mise en service n'est pas encore connue, doivent

remplacer la trentaine actuellement en activité et dont la technologie remonte à plus de 25 ans, a précisé un porte-parole du Pentagone.

Outre ces nouvelles installations, le Pentagone prévoit acquérir une douzaine d'avions radar AWACS Boeing E3-A qui seront exclusivement consacrés à la défense de l'espace aérien des États-Unis et du Canada, en liaison avec cette « DEW » rajeunie, a-t-on ajouté de même source.

La modernisation du NORAD est jugée encore plus urgente par Washington et Ottawa depuis que l'on sait que les Soviétiques achèvent de mettre au point quatre différents types de missiles de croisière et sont en outre sur le point de déployer en escadrilles un nouveau bombardier stratégique, le *Blackjack* (nom-code OTAN), dont le rayon d'action couvrira largement les États-Unis et le Canada.

Unis face à un même péril, l'holocauste nucléaire, les officiers américains et canadiens entretiennent des relations excellentes, assure-t-on au Pentagone. À ce sujet, les prédictions de membres de la « planification d'urgence du Canada » — qui estiment que, dans la stratégie soviétique, États-Unis et Canada ne forment plus un tout et que ce dernier serait à l'abri du pire en cas d'affrontement majeur, entre les deux super-grands — sont jugés quelque peu optimistes, pour ne pas dire à la limite de l'irresponsabilité.

Dans ce contexte de vigilance armée, le gouvernement américain n'a pu que se réjouir de la décision canadienne d'équiper ses forces

aériennes de chasseurs-bombardiers McDonnell Douglas F-18 *Hornet* pour remplacer les vieux CF-101 *Voodoos*, CF-104 *Starfighters* et autres CF-5.

Les forces aériennes canadiennes ont prévu acquérir un total de 138 *Hornets*, un biréacteur capable de vitesses proches de deux fois la vitesse du son (mach 1,8) et un rayon d'action d'environ 3600 km, sans ravitaillement en vol.

Une escadrille de *Hornets* biplaces, pour l'entraînement, est opérationnelle depuis le mois d'octobre 1982, précise-t-on de source canadienne, et les premiers appareils de combat, monoplaces, seront opérationnels dès cette année.

Cet avion polyvalent sera le fer de lance des forces aériennes canadiennes jusqu'à l'an 2000, ajoute-t-on.

Washington souhaiterait que le Canada fasse un effort comparable pour revigorer sa marine de guerre, jugée un peu « juste », pour ne pas dire faible...

Les propos tenus en septembre dernier par le général Gérald Thériault, chef d'état-major des Forces armées canadiennes, ont d'ailleurs confirmé les craintes du Pentagone. La capacité de la marine canadienne à lutter efficacement contre le minage systématique des ports canadiens et de leurs approches (en cas de conflit avec l'URSS) est préoccupante, avait reconnu le général Thériault.

La flotte de guerre canadienne consiste en une vingtaine de destroyers, de trois sous-marins de la classe *Oberon* (de conception britannique, déjà relativement anciens) et d'une douzaine de bâtiments de patrouille côtière.

D'une façon générale, les États-Unis aimeraient que le Canada, qui devrait consacrer environ 6,5 milliards de dollars US à sa défense en 1984 (contre près de... 250 milliards pour les États-Unis), consente plus d'argent à ses dépenses d'armement au cours des prochaines années. Le gouvernement du président Ronald Reagan, qui a fait du réarmement des États-Unis un des objectifs clefs de sa politique, reconnaît tout de même volontiers que les ressources financières de son « cousin du nord » ne sont pas inépuisables et que des priorités doivent être définies.

La seule « écharde » dans les relations globalement excellentes entre les États-Unis et le Canada a été retirée en juillet dernier, lorsqu'Ottawa a annoncé son intention d'autoriser les essais de missiles de croisière américains *ALCM* (Air Launched Cruise Missile) au-dessus de son territoire.

Le gouvernement américain s'est immédiatement félicité de cette décision, précisant qu'elle « contribuera à la sécurité des États-Unis et du Canada ainsi qu'à celle de l'Alliance atlantique en démontrant notre engagement commun en faveur de la stabilité internationale et d'une force de dissuasion puissante ».

La coopération américano-canadienne en matière de sécurité est « d'une grande importance pour le maintien de la paix et soutient les efforts des États-Unis en vue de parvenir à des réductions réelles des armements (nucléaires) », avait à cette occasion déclaré un porte-parole du département d'État.

plus

éditeur
Jean Sisto

éditeur adjoint
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction
Manon Chevalier

collaborateurs
au Québec

Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Guy Fournier
Louis Fournier
Pierre Godin
Serge Grenier
Jean Hébert
Dr Gilford Jones
Dr Louise Laliberté
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Pol Martin
Simone Piuze
Pierre Racine
André Robert
René Viau

Ottawa
Toronto
Calgary
Vancouver
New York
Managua
San Salvador
Paris
Rome
Chypre
Vienne
Tokyo
Taiwan
André Pratte
Patricia Dumas
Diane Hill
Daniel Raunet
Trevor Rowe
Jacques Lemieux
Edith Coron
Jean-François Lisée
Jean Lapierre
Robert Pouliot
Albert Juneau
Huguette Laprise
Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service, de Reporters associés et de Télémedia.

publicité

générale: Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry

directeur général
Jean Sisto

responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Manon Beaulieu

Tél.: (514) 285-7319



Albert Juneau



La défense en URSS gruge une part du PNB deux fois supérieure à celle que commande le Pentagone aux USA

Les Soviétiques n'ont jamais lésiné pour assurer leur défense et leur sécurité. Les dépenses militaires représentent, selon diverses estimations, entre 12 et 15 p. cent du produit national brut en URSS, contre 5 p. cent et 6 p. cent aux États-Unis. Ils disposent des armes les plus modernes, capables de rivaliser avec toute la panoplie américaine. Pas moins de 3,7 millions de soldats sont en service permanent (1,4 p. cent de la population) par rapport à seulement 2,05 millions aux États-Unis (0,9 p. cent de la population). Et ces chiffres ne tiennent pas compte des 500 000 garde-frontières et des 85 000 hommes de la force de protection civile.

On ne peut s'étonner, dans ce contexte, que l'institution responsable de la défense, en l'occurrence le ministère de la Défense, exerce une influence considérable dans les hautes sphères du pouvoir. Les intérêts des militaires sont vaillamment représentés et défendus dans les organes les plus puissants du Parti: le Comité central et le Bureau politique. Non pas parce qu'ils dominent ces comités, mais plutôt parce qu'en URSS, le domaine militaire tend à se confondre avec l'économie et la politique.

Les militaires et le ministère de la Défense en particulier sont au centre de l'immense complexe militaro-industriel qui constitue la base de l'économie soviétique.

Au cours des dix dernières années, 50 p. cent de la valeur de production des biens durables a été consacrée à la défense, contre 10 p. cent à la consommation et 40 p. cent aux investissements. Cette tendance a été légèrement

corrigée ces dernières années, en faveur de la consommation, mais elle semble maintenant se stabiliser en raison de la faible croissance générale de l'économie. L'industrie lourde a été de tout temps la grande priorité du développement de l'URSS. La Deuxième Guerre mondiale et, plus tard, la concurrence que livraient les États-Unis en matière d'armes nucléaires a conduit les Soviétiques à privilégier l'industrie de l'armement.

Un système centralisé

À la base de cette industrie se trouve bien sûr le ministère de la Défense. La caractéristique principale de tout ce système, de l'industrie des sous-marins jusqu'au Bureau politique, c'est la centralisation. Si dans certains domaines comme l'agriculture, l'éducation, la construction, une certaine décentralisation a été mise en œuvre, dans le secteur de la défense, au contraire, la centralisation a été poussée à l'extrême. L'appareil central du ministère de la Défense se compose, en plus du ministre lui-même, M. Oustinov, de trois vice-ministres qui coiffent l'ensemble des opérations. Il y a le maréchal Solokov, qui s'occupe de l'administration générale, le maréchal Kilokov, qui assure le haut commandement des forces du Pacte de Varsovie et puis, le plus important, le maréchal Orgakov, qui est chef de l'état-major général, c'est-à-dire de l'ensemble des forces armées de l'URSS.

L'état-major général, c'est la plaque tournante du dispositif de défense de l'URSS. Son autorité est considérable. Elle s'étend tout d'abord à l'ensemble des opérations des divers secteurs: aviation, marine, armée de terre et missiles

stratégiques. Elle couvre aussi les programmes de développement de l'armement, l'intervention à l'étranger et les missions de reconnaissance. Finalement, l'état-major général est chargé de l'expérimentation et de la mise au point des nouvelles technologies militaires.

L'influence du chef de l'état-major général est encore plus grande en cas de crise, car il devient alors commandant de toutes les forces armées, y compris celles du Pacte de Varsovie. Il occupe une place privilégiée dans le «Comité de la défense» (comité de crise), étant donné sa responsabilité particulière dans l'exécution de la stratégie militaire.

La concentration du pouvoir entre les mains de l'état-major général n'est pas une nouveauté en URSS, elle était déjà prononcée du temps de Staline. Mais il semble que le développement des nouvelles technologies, en particulier les armes nucléaires, qui exigent une grande coordination dans les opérations, ait valorisé les pouvoirs de l'état-major général. Durant la crise provoquée par la destruction du Boeing 747 sud-coréen, alors que les dirigeants de l'URSS se complaisaient dans le silence, on vit apparaître à la télévision soviétique un militaire arborant de nombreuses médailles qui, pour la première fois, expliqua le déroulement des événements. C'était M. Nicolai Orgakov, le chef de l'état-major.

Les industries d'armement

L'influence du ministère de la Défense ne se limite pas à son domaine particulier. Elle le déborde pour s'étendre à tout le complexe militaro-industriel c'est-à-dire à l'ensemble des industries qui fa-

briquent l'arsenal soviétique. Il y a huit ministères de l'industrie d'armement: celui de la Défense (classique), de l'Aéronautique, de la Construction maritime, de l'Électronique, des Communications et trois de la Mécanique, qui sont chargés de la fabrication des fusées intercontinentales et des engins spatiaux. Ces ministères ne relèvent pas du ministère de la Défense. Mais directement du Conseil des ministres. Aucun d'entre eux n'est décentralisé dans les diverses républiques de l'URSS.

Le ministère de la Défense exerce par ailleurs une influence certaine sur ces ministères d'armement, par l'intermédiaire de la commission industrielle et militaire. Cette commission relève du Conseil des ministres et a pour tâche de concilier les besoins et les stratégies des militaires avec les plans de production et de développement des industries. Il y a des rapports étroits entre les ministères d'armement et les diverses armées (aviation, marine...). Celles-ci effectuent aussi de la recherche et procèdent même au développement de certaines armes. Par ailleurs, et c'est là un point capital, toute demande en vue du développement de nouvelles armes doit passer par le bureau de l'état-major général du ministère de la Défense.

Quant aux huit ministères, ils fonctionnent de manière autarcique, en produisant le plus possible tout ce dont ils ont besoin. Par exemple, au ministère de l'Industrie aéronautique, les pièces composantes d'un avion seront construites dans une proportion de 90 à 95 p. cent par le ministère lui-même, ce qui inclut la production des tôles d'aluminium, des divers

alliages, des plastiques, de la machinerie... Il va sans dire qu'un tel système crée des duplications coûteuses.

C'est ici qu'apparaît la différence la plus importante par rapport au système américain. Aux États-Unis, la sous-traitance est de règle aussi bien dans le domaine militaire que dans le domaine civil. Le complexe militaro-industriel américain est beaucoup plus décentralisé. Étant donné la marge de liberté dont bénéficie l'entreprise privée, les programmes d'armement peuvent avoir des effets d'entraînement importants sur la production civile.

En URSS, la centralisation de la production dans des ministères spécialisés comporte un avantage pour le système: elle permet d'exercer plus facilement un contrôle de la qualité de la production dans le secteur militaire. L'URSS ne peut souffrir, dans ce secteur, la médiocre qualité qui caractérise souvent les produits soviétiques. Aussi, un programme de vérification est appliqué prévoyant des sanctions très sévères pour les coupables.

Une espèce de commando, doté de pouvoirs étendus, est chargé d'inspecter la production et de faire rapport.

En somme, le ministère de la Défense soviétique est au centre d'un réseau immense, mais très dense, parce que très centralisé, qui constitue en soi une société fermée et puissante. Ainsi, peut-on conclure que la tendance dite «militaire» en URSS n'est pas représentée uniquement par les militaires, mais aussi par ceux qui participent au complexe militaro-industriel, c'est-à-dire le cœur même de l'économie soviétique. □

Un maire qui donne une conférence de presse tous les matins

A lors qu'il est au sommet de sa popularité, Edward Koch, le maire de New York (que tout le monde appelle Ed), publie ces jours-ci un livre qui devrait faire sensation dans les milieux new-yorkais et créer beaucoup d'émotion au sein de la classe dirigeante, qu'elle soit économique ou politique. Son titre: «Un maire», tout simplement.

Ed Koch, qui est connu pour la franchise de ses propos, n'y va pas par quatre chemins: il critique, il fustige, il ironise... sur beaucoup de gens et beaucoup d'événements. La question est de savoir s'il est suffisamment assis politiquement pour pouvoir se le permettre. Car cet homme de 57 ans, dont le franc-parler est parfois redoutable, raconte, dans une multitude d'anecdotes, ce qui habituellement ne s'écrit pas.

Des détails personnels tout d'abord: Koch, contrairement à la plupart des politiciens qui cherchent à plaire, n'hésite pas à rappeler que telle personnalité s'est mise à transpirer sous le choc d'une émotion, que telle femme n'est pas une «beauté plastique», que telle autre s'est mise à pleurer brusquement... Même son entourage le plus direct n'est pas épargné et avant que le livre ne paraisse, plusieurs amis ont incité le maire à rayer certains passages: «Non, Ed, tu ne peux pas écrire cela!» Mais celui-ci n'en fait qu'à sa tête. Peut-être pense-t-il au fond que les New-Yorkais trouveront sympathiques ses excès de franchise et jugeront qu'enfin, un maire accepte de leur dire la vérité. En cette période de campagne présidentielle et de promesses démagogiques, le pari n'est pas absurde.

Cet ouvrage, qui se présente comme une sorte de journal intime chronologique, se justifie beaucoup moins au regard de sa carrière personnelle. Koch jouit en effet d'une popularité exceptionnelle; il explique volontiers qu'il espère rester maire pendant 12 ans. Pourquoi, dans ces conditions, prend-il le risque de se mettre à dos bon nombre de personnalités, qu'elles soient démocrates ou républicaines? Pourquoi cherche-t-il à justifier les phrases malheureuses ou les erreurs qu'il a commises? Probablement par goût du vedettariat.

Car Monsieur le maire, plein de contradictions, a un besoin vital de publicité. Si Jean Drapeau, le maire de Montréal, prenait rendez-vous chaque jour avec la presse pour faire part de ses états d'âme, de ses projets, il se discréditerait bien vite. Ed Koch, lui, tient des conférences de presse tous les matins dans son bureau, à la façon d'un acteur de théâtre qui retrouve chaque soir son public. C'est bien la première fois qu'un maire de New York entretient des relations aussi régulières avec les journalistes, mais Koch affirme qu'un passage de quelques instants à la radio ou à la télévision vaut tous les efforts du monde. Fasciné par les médias, il les sollicite constamment, et à cet égard son livre est un bon «coup» publicitaire: il aura droit à la «une» des journaux. D'autant que l'ouvrage est loin d'être inintéressant.



Sophie Huet



Koch rappelle la dure campagne qu'il a menée pour être élu, le 8 novembre 1977, 105e maire de New York. Il raconte comment il a sorti sa ville de la banqueroute, en attirant des capitaux étrangers qui avaient fui la cité depuis des années. Koch rend même des comptes à l'histoire: certes, il avait promis à ses administrés qu'il se consacrerait uniquement à eux. Mais il n'a pas pu s'empêcher, en 1982, de faire campagne pour devenir gouverneur de l'État de New York. Or il a été battu par un autre candidat démocrate, Cuomo, avec lequel il entretenait des relations parfois tendues. Il est vrai que pendant cette campagne, Koch a eu le malheur de déclarer qu'il valait mieux vivre riche à Manhattan, que pauvre dans les banlieues! Ce propos anti-démagogique lui a fait perdre bien des voix, notamment dans les milieux noirs et hispaniques qui n'ont pas les moyens d'habiter au centre-ville.

Pourtant, grâce à son professionnalisme et à un réel charisme personnel, Koch a réussi, en moins d'un an, à renverser la vapeur et il s'en explique dans ce livre: «D'accord, je vous ai trahi, a-t-il déclaré à ses électeurs. Mais c'est la dernière fois. Je suis votre maire, je désire le rester.» Et pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, le maire de New York a été réélu avec 75 p. cent des suffrages, et la double investiture des républicains et des démocrates.

«Je suis simple mais pas simple d'esprit», déclare volontiers Ed Koch, qui n'a au fond qu'une passion: la politique. Il est célibataire (beaucoup s'interrogent sur sa vie privée), travaille inlassablement près de 15 heures par jour et il a la conviction d'avoir «le job le plus fabuleux au monde». New York, il est vrai, est un véritable empire: quelque 300 000 personnes travaillent à plein temps pour la ville (dans les domaines de l'enseignement, de la santé, des transports, du maintien de l'ordre...) dont le budget s'élevait en 1982, à 14,7 milliards de dollars.

On dit souvent, aux États-Unis, qu'après le président américain, c'est le maire de New York qui a le mandat le plus difficile. Et à l'évidence, Koch est un bon gestionnaire et un véritable homme d'affaires pour lequel «un dollar est un dollar». Ce qui ne l'empêche pas

de mener, personnellement, un train de vie fort modeste. Il aime raconter qu'il achète ses costumes deux fois par an en solde chez Prooks Brothers, qu'il adore la nourriture chinoise mais qu'il n'aime pas trop le restaurant car il a toujours peur de payer l'addition!

En fait Koch, qui est d'une honnêteté scrupuleuse, n'a aucune fortune personnelle. Il vit dans un petit appartement à Greenwich Village où il invite volontiers quelques bons amis autour d'un plat de spaghetti. Gracie Mansion, la résidence officielle du maire, est pourtant une charmante demeure du début du siècle, d'allure coloniale, où on aurait pu tourner «Autant en emporte le vent». En faisant construire sa maison au bord de East River, Soeur Gracie (qui a donné son nom au bâtiment) avait cherché à s'isoler d'une ville déjà envahissante. Gracie Mansion regarde résolument vers le fleuve et quelques arpents de pelouse (qui ne sont guère entretenus) l'écartent des regards indiscrets. C'est là que Koch reçoit ses hôtes de marque mais dans la vie courante, il préfère l'animation de Greenwich Village. «Le président vit à la Maison-Blanche, moi, j'aime être en contact avec la population. D'ailleurs, Washington, est une ville assommante!»

Récemment, j'ai eu l'occasion d'accompagner Koch à Flushing Meadow pour assister à un match de tennis. Monsieur le maire m'a confié qu'il n'aimait pas le sport mais qu'il devait être là. Toujours la franchise... Dès la fin du match, Koch s'est senti revivre en déployant ses grandes jambes et, le temps de serrer quelques mains, nous voilà repartis en hélicoptère, au-dessus de la foule. À la tombée de la nuit, New York, cette «ville debout», comme écrivait Céline, offre un spectacle inoubliable. «Vous voyez, tout ça, c'est ma famille», soupire Koch, comme s'il contemplait un livre d'images acheté avec ses économies.

La réussite de cet homme, né dans le Bronx le 12 décembre 1924 d'une famille d'immigrés Polonais pauvres, a de quoi surprendre. Koch père, après avoir fait faillite dans une entreprise de fourrure, se mit à vendre des chapeaux, et Ed enfant eut toutes sortes de petits boulots: dans une

épicerie, comme baby sitter, puis comme marchand de chaussures... ce qui ne l'empêcha pas de poursuivre des études universitaires, de devenir le leader des démocrates à Greenwich Village et d'entrer au Conseil Municipal de New York en 1966. Son heure de gloire devait venir presque 12 ans plus tard, lorsqu'il fut élu maire de la cité.

Son grand principe: «Il ne faut pas laisser parler son cœur quand on n'a pas d'argent à dépenser.» Car sous des allures débonnaires et décontractées soulignées, Koch cache un redoutable tempérament de gestionnaire, draconien sur les dépenses, rigoureux dans ses choix. «Quand j'ai pris en main la ville, explique-t-il, nous étions au bord de la banqueroute. Mes prédécesseurs vendaient des titres qui auraient normalement dû être utilisés pour financer des investissements lourds (construction de ponts ou d'autoroutes). Ils prélevaient ainsi des millions de dollars par an qu'ils inscrivaient au budget dans les dépenses: courantes (santé, éducation, police...). Le résultat, c'est que les sociétés établies à New York finissaient par quitter la ville. Dès mon arrivée, j'ai dû faire des coupes dans les dépenses pour rétablir l'équilibre budgétaire. J'ai diminué certains services: dans l'enseignement ou la police dont les effectifs sont passés de 32 000 à 20 000 personnes. Mes deux priorités sont la sécurité et la lutte contre le chômage.»

Koch répond à mes questions avec un mélange de sentimentalisme et d'indifférence glacée. L'homme est difficile à cerner mais il est drôle. Entre deux phrases, il lance: «Je prends un petit gâteau bien que mon régime me l'interdise. Il faut se laisser aller de temps en temps.» C'est le moment de poser la question épineuse: «On dit qu'il y a beaucoup de brutalité policière à New York?» «Well», déclare-t-il, en préparant sa réponse: «Vous savez, il y en a dans toutes les grandes villes du monde. Si cela se passe à New York, l'intéressé est interrogé et sanctionné s'il est coupable. Mais les flics sont comme tous les êtres humains. Ne croyez pas que la brutalité est ici institutionnalisée, que le maire autorise ce type de comportement. Les rumeurs qui circulent

à ce sujet sont totalement fausses. C'est vrai que dans certains États, la police est très dure avec les Noirs. Mais à New York cela n'est pas vrai.»

Démocrate, Ed Koch occupe une place très à part dans le parti. Réformiste de cœur, il a des positions souvent beaucoup plus tranchées. Il est pour la peine de mort: «Les gens commettent des crimes, explique-t-il, parce c'est plus simple de vivre ainsi que de travailler. Les chances de les arrêter sont faibles. Et si on les arrête, la condamnation est encore plus rare. Alors...» Alors Koch prône la fermeté dans de nombreux domaines. «Il faut de la discipline dans les écoles», poursuit-il. Spontané comme peut l'être René Lévesque, et professionnel de la politique comme l'est Trudeau, Koch n'en fait pas moins des erreurs et le reconnaît. De retour d'un voyage en Chine, ayant trouvé formidable de circuler à bicyclette, il fit construire pour 300 000 \$ de pistes cyclables à New York.

«Quelle stupidité! avoue-t-il aujourd'hui. Personne n'a acheté davantage de vélos, et cet investissement n'a servi à rien. Mais si je suis populaire, c'est parce que je dis la vérité.» Nullement effrayé par la peur du ridicule, on voit Monsieur le maire poser un jour à côté de Miss America en affirmant: «Pourquoi ne serais-je pas un sex symbol?» Un autre jour, lors d'un voyage en Égypte, on publie sa photo juché sur un chameau du désert, après avoir escaladé la pyramide de Giza: «Ils auraient pu installer quelque chose au sommet car quand on arrive en haut, il n'y a rien et on a soif.»

Ce genre de réflexion permet également de comprendre ce personnage hors du commun, qui est tout à la fois un technicien de la politique, un comédien né (ses adversaires l'appellent «grande gueule»), et un sans-famille, à l'aise partout et nulle part, dans les grands dîners comme dans les bistrotis italiens. Avec lui, «big apple» (le symbole de la ville de New York) a retrouvé toute sa verdeur. Les New Yorkais sont fiers de leur maire, ravis de le voir monter sur une estrade pour chanter «New York New York» même s'il danse très maladroitement. Et comme disait l'autre jour un passant: «Take care, Ed!»



Jean-François Lisée



51 MOIS APRÈS SA MORT

Mesrine fait encore ...parler de lui

Tout compte fait, février 1984 n'est pas une plus mauvaise date qu'une autre pour entrer dans la légende. C'est en tout cas celle qu'ont choisie metteurs en scène et éditeurs pour introduire Jacques Mesrine au panthéon des Jessie James, Arsène Lupin et autres Bonnie and Clyde.

En ce seul mois de février, deux films, une émission de télévision, quatre livres et, par extension, des tonnes d'encre et des kilomètres de pellicule journalistique déferleront sur le public français pour raviver ses souvenirs, les dramatiser, sinon les enjoliver.

Ne cherchez pas. Il n'y a pas de date anniversaire de sa naissance ou de sa mort (51 mois après), pas de révélation fracassante, pas de découverte d'un quelconque trésor caché. Il n'y a que la fin d'une période de deuil médiatique, le temps de comprendre que malgré le recul ou grâce à lui, Mesrine reste un phénomène social, bien au-delà du fait divers ou de l'anecdote.

Jacques Mesrine, Robin des Bois moderne, qui ne prend qu'aux riches mais ne donne pas aux pauvres, Don Quichote des années soixante-dix, qui se lance à l'assaut des «unités spéciales de correction» et des «quartiers de haute sécurité» des prisons canadiennes et françaises, Che Guevara à la petite semaine, qui fleurit avec le gauchisme à la mode, Lone Ranger du crime, qui rejette le «milieu» et élimine les proxénètes, mais surtout contemporain de McLuhan, premier truand de la communication, qui utilise les médias pour annoncer ses forfaits, narguer les policiers, exposer son credo.

«Il faisait ses actions, il les pensait, il les expliquait», affirme Hervé Palud, le jeune réalisateur dont le documentaire *Jacques Mesrine* a pris l'affiche cette semaine à Paris.

Il utilisait les médias, qui l'utilisaient en retour. Les lecteurs de *Paris-Match* l'avaient élu «homme de l'année» en 1978. Le quotidien

France-Soir disait qu'il était «l'homme le plus vendeur de l'année». Mesrine en première page, c'était une augmentation de tirage assurée. Il faut croire que cela marche toujours puisque *France-Soir* faisait encore ses choux gras, samedi dernier, avec ce titre «Mesrine: sa fille témoigne.»

Sa vie, un scénario

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans le documentaire de Palud, c'est que le rôle principal y est tenu par Mesrine. Grâce aux cassettes de la longue interview qu'il avait donnée à Gilles Millet du quotidien *Libération*, grâce aux enregistrements qu'il avait remis à ses avocats, à ses compagnes, mais aussi grâce à son incroyable présence, perceptible à travers les témoignages de ses amis d'enfance comme de ses copains de bagnard.

Construit à la manière d'un bon suspense, montage nerveux, musique violente, le film repose sur les descriptions imagées des témoins qui semblent encore aujourd'hui hypnotisés par le personnage. La période québécoise de Mesrine est bien sûr abordée, on y voit son avocat Raymond Daoust, mais rien n'égale les indispensables reportages sur le vif de l'inénarrable Claude Poirier, sinon la courageuse tentative de la compagne québécoise de Mesrine, Jocelyne Deraïche, de décliner son récit au passé simple.

On y apprend — et c'est un juste retour des choses — que l'écolier Mesrine préférait les salles de cinéma aux cours de géographie et entraînait un camarade, des après-midi durant, à voir coup sur coup deux ou trois bons films de gangsters. Une prémonition sans doute.

Aujourd'hui pour Palud, Mesrine est «un personnage très cinématographique, parce que c'est un héros, par certains côtés un mauvais héros, mais un héros tout de même... Je ne voulais pas faire un documentaire classique, de toutes façons Mesrine, c'est un scénario déjà tout prêt».

La poésie hard-rock de Mesrine

Rien ne lui résiste: Mesrine n'a peut-être jamais enregistré de disques mais ça ne l'a pas empêché de pondre des paroles. C'est pendant sa détention à la prison de Fleury-Mérogis, près de Paris, que l'ennemi public numéro un s'est épanché de quelques rimes amères sur sa condition de prisonnier. Un groupe hard-rock français, un tantinet anarchiste, a mis en musique *Le Mitard* écrit par Mesrine et en a fait un point fort de son album *Répression* publié en 1980 (étiquette *Épic*). En voici un extrait:

Oui, madame, il tourne,
il tourne en des milliers de
pas qui ne mènent nulle part.
Dans un mode de béton,
aux arbres de barreaux
fleuris de désespoir.
Une mort rétrécie sans
aucun lendemain,
sa pitance est glissée
sous une grille à terre,
et dans un bol l'eau pour
qu'il se désaltère.
Il est seul, sans soleil,
il n'a même plus son
ombre, ah fidèle compagne,
elle s'en est allée.
Refusant d'être esclave de
ce vivant mort-né,
il tourne, il tourne, il
tournera toujours,
jusqu'au jour où vaincu,
en animal blessé,
après avoir gémi en une
unique plainte,
il tombera à terre et se
laissera crever.
Fleury-Mérogis un jour de
septembre 76,
où j'existais si peu.
Mesrine

Entre l'arrestation et l'assassinat

«Personne hors du commun, sujet intéressant, fait de société assez rare, personnage contradictoire où la réalité dépasse la fiction», c'est la description que donne de Mesrine le metteur en scène du second film, un film «réaliste de fiction» retraçant les derniers 18 mois de Mesrine, de sa dernière évasion jusqu'à sa mort.

«C'est la période la plus intéressante, c'est là où Mesrine est au maximum de sa folie, dit André Genoves. Ce qui m'a intéressé, c'est comment vivait cet homme traqué par toutes les polices, en assumant sa relation avec sa compagne Sylvia Jeanjacquot, comment ce couple vivait.»

Tourné dans les «planques» de Mesrine, sur les lieux mêmes de ses forfaits, le film — intitulé simplement *Mesrine* — se veut intimiste mais aussi rythmé, promettant entre autres (il sortira le 15 février) la reconstitution des filatures, des poursuites. Dans le rôle de Mesrine, un acteur inconnu, Nicolas Silberg, qui a l'avantage de ressembler au personnage. «Il y a une réplique qui est très dure à dire pour un acteur dans le film, dit Genoves, c'est «Je suis Jacques Mesrine»... Un blond aux yeux bleus avec un talent fou ne peut pas me donner cette scène.»

Les tracasseries judiciaires ont toujours été, et pour cause, partie intégrante de la vie de Mesrine. Les films qui portent son nom n'y échappent pas. Plusieurs protagonistes, amis, famille ou victimes du héros, ont demandé à visionner les films, certains pourraient porter plainte. Jean-Paul Belmondo, dont la société Cerito avait acheté les droits cinématographiques de l'autobiographie de Mesrine *L'Instinct de mort*, a aussi demandé à voir si le film de Genoves n'empiétait pas sur ses plates-bandes.

Mais le vrai débat soulevé par *Mesrine* est celui de la méthode utilisée par la police française pour mettre fin à ses jours. Genoves promet d'aborder franchement

le sujet, déjà esquissé par Palud, un sujet qui sera au centre du troisième événement audiovisuel Mesrine, le documentaire que prépare pour la télévision le réalisateur Yves Laumet.

Rappelons que les policiers, au terme d'une filature de trois jours, ont littéralement criblé de balles la voiture de Mesrine, le tuant sur le coup et blessant grièvement Jeanjacquot. Beaucoup, policiers compris, croient qu'une arrestation sans violence eût été possible. «Il y avait des points d'interrogation énormes que je voulais combler», explique Laumet qui se dit scandalisé par la couverture alors donnée par la télévision: «C'est de l'ordre de l'intolérable. Les télése sont contentées de la version officielle.» Dans son documentaire, intitulé lui aussi *Mesrine*, Laumet veut «savoir comment on procède avec un hors-la-loi comme Mesrine. Je me demande si l'on a respecté les règles.»

Une question que se posent aussi la fille et la mère de Mesrine, qui ont déposé il y a déjà trois ans de cela une plainte pour assassinat qui traîne quelque part dans l'édifice judiciaire.

Le professeur de Percé

Mesrine avait laissé derrière lui des cassettes, des interviews, des photos. Il se voulait aussi auteur et avait écrit son autobiographie entre deux évasions, à la prison de Fresnes. *L'Instinct de mort*, d'abord publié en 1977, fait l'objet d'une réédition ce mois-ci aux éditions Champ Libre. Déjà, on avait eu droit aux témoignages écrits de deux de ses anciennes flammes: Je n'ai pas le droit à l'oubli, de Jeanne Schneider et J'ai tant aimé Mesrine de Jocelyne Deraïche, d'une avocate *Délits de fuite*, de Christiane Gileti, et d'une journaliste *Mesrine, the Life and Death of a Supercrook*, de Crey Schofield. La liste n'est sans doute pas exhaustive mais à compter de maintenant, il faudra y ajouter le témoignage du premier juré du procès Mesrine aux assises de Paris en

→ 1977, *Un Juré en marge, trois semaines au procès de Mesrine* (Austin Monsat, aux éditions Hots) est le journal de bord de ce procès, côté cour et côté coulisses. Les éditions Le Carrousel-Fleuve Noir proposent *Le Jour où tu liras ces lignes, je serai mort*, une biographie de Mesrine écrite par un ami restaurateur, Guy Adamik, et il faudra attendre mars pour voir les éditions Plasma (une raison sociale opportunément sanguinolente) présenter dans une collection consacrée aux grandes évasions et tirée d'une émission radiophonique leur *Dossier Mesrine*.

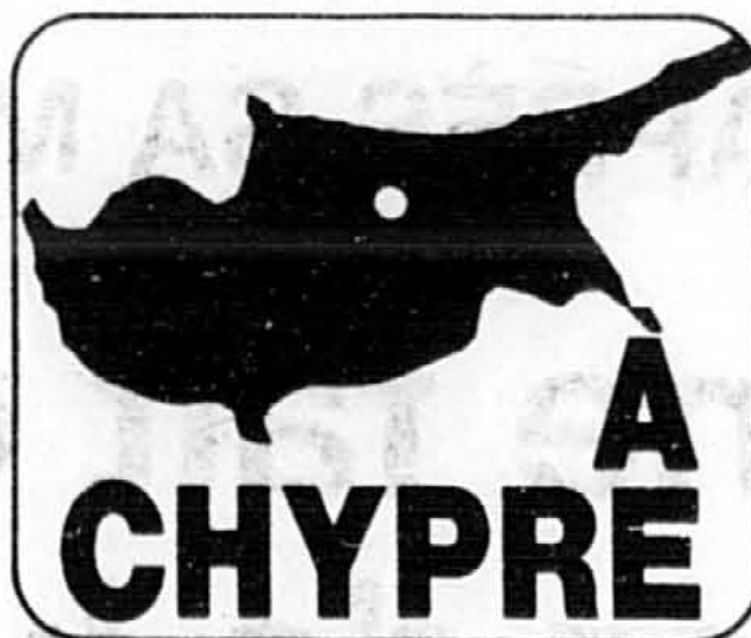
Devant une telle avalanche de témoignages, et puisque tout le monde veut ajouter sa pierre à l'édifice commémoratif de Mesrine, rien ne nous empêche de nous joindre au concert et de lever le voile — pour ainsi dire en exclusivité mondiale — sur une anecdote mineure mais amusante.

Nous sommes à l'été 1970, Mesrine, encore peu connu, passe des jours heureux mais ennuyeux dans la petite prison de Percé. Dans la cellule voisine, quelques jeunes gens, vaguement gauchistes, purgent une courte peine pour tapage nocturne, manifestation ou quelque autre baliverne ayant perturbé la quiétude du village. Parmi eux, un grand maigre aujourd'hui journaliste relativement connu, mais dont je tairai le nom pour d'évidentes raisons de charité chrétienne. La prison de Percé procurant, à ce qu'on dit, peu de loisirs, Mesrine décide d'instruire ses voisins de cellule de quelques trucs utiles. Rien de tel qu'une serviette mouillée enroulée autour des barreaux de la fenêtre, leur dit-il, et attachée à un manche de balai que l'on tourne pour faire plier les barreaux. Bons élèves, les voisins de Mesrine répètent la manœuvre deux fois, prennent le large, vont acheter de la bière et des chips au café du coin et reviennent frapper à la porte de la prison pour réintégrer leurs quartiers. Ils apprennent aussi à faire une pyramide humaine près du mur de la cour extérieure ce qui leur permet de se réapprovisionner. «Mesrine était un personnage extrêmement gentil, extrêmement sympathique», confie aujourd'hui le journaliste et ex-bagnard.

Les évasions nous ont toujours fascinés. Toute la science que possédait Mesrine à cet égard se serait bêtement perdue s'il avait un jour choisi, comme le dit un de ses copains de cellule dans le film de Palud, de «sombrier dans l'honnêteté».



Robert Pouliot



Le retour de l'Égypte dans le bercail de l'Organisation de la conférence islamique cette semaine marque un tournant radical sur le théâtre arabe et promet d'accélérer un nouveau processus de paix.

L'initiative survient à un moment crucial: les leaders égyptien, jordanien, irakien et palestinien s'apprêtent en effet à tenir un sommet historique pour définir de nouvelles conditions de paix avec l'État hébreu. Le momentum, qui comprend pour la première fois l'Iraq, la combinaison nouvelle du roi Hussein et de Yasser Arafat et un pays arabe qui a déjà signé un traité de paix avec Israël, est unique dans l'histoire récente du Proche-Orient.

Le tout gravite autour de la récupération des territoires arabes conquis par Israël durant la guerre de Six-jours voilà 17 ans: Jérusalem-Est, la Cisjordanie (ou Rive-ouest du Jourdain) et la Bande de Gaza au sud qui borde la Méditerranée. L'objectif: créer un embryon d'État palestinien, renforcer du coup la Jordanie sur les plans politique et militaire face à la Syrie et Israël et remplir les engagements de Camp David qui n'avaient pas été respectés par Israël dans le cadre du projet d'autonomie palestinienne.

Certes, le temps choisi pour une telle initiative reste pour le moins critique. En pleine campagne de ré-élection, le président Reagan serait malvenu à s'aliéner l'électorat juif américain en encourageant ouvertement ce que les Israéliens qualifient de «nouvelle tentative de partition». Là-dessus, tous les analystes arabes s'entendent.

Deux facteurs pourraient toutefois stimuler cette nouvelle initiative:

- de nouvelles élections israéliennes portant les Travailleurs au pouvoir; ceux-ci en effet acceptent de rendre une partie de la Cisjordanie et de Gaza. Cette perspective est de plus en plus plausible compte tenu de la précarité du gouvernement actuel, alliée aux sondages donnant les travaillistes gagnants.

- la ré-élection du président Reagan qui, durant son deuxième mandat, pourrait plus aisément prendre ses distances du lobby pro-israélien en relançant son plan de paix de septembre 1982 qui entraîne le retrait des territoires conquis en 1967.

Si discrète soit-elle, l'attitude de la Maison-Blanche n'est certainement pas indifférente au dernier branle-bas de paix arabe. La meilleure preuve en est la décision de créer une force de déploiement rapide au sein des forces armées jordaniennes pour intervenir dans le golfe. Le plan original, battu en brèche par Israël et le lobby juif à Washington, a été réaménagé dans une enveloppe budgétaire de 220 millions \$US et qui exclut désormais la livraison de F-16 à Amman. Cette fois, la Maison-Blanche tient à voir son projet entériné par le Congrès car cette force consoliderait ainsi la position des pays arabes modérés. Le projet prévoit en outre l'accélération des livraisons d'armes à l'Égypte et à l'Arabie Séoudite au cours des prochains mois.

Même l'Allemagne fédérale se met de la partie en s'apprêtant à livrer ses fameux chars Léopard — jugés comme les meilleurs du monde — au royaume séoudien après six ans d'hésitation.

Le compte à rebours

L'amorce de cette initiative a commencé le 9 janvier lorsque le roi Hussein a finalement cédé aux pressions populaires croissantes de son royaume en convoquant le parlement national suspendu en 1974. La mise à l'écart de ce parlement avait eu lieu après le fameux sommet des chefs d'États arabes tenu à Rabat, au Maroc, où l'organisation de libération de la Palestine (OLP) avait été reconnue comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Or comme le parlement jordanien était composé à moitié des représentants palestiniens de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie (sous tutelle jordanienne jusqu'en 1967), sa raison d'être disparaissait du même coup.

Le rappel du parlement visait à rapprocher l'OLP et la Jordanie afin de déclencher un nouveau processus de négociations avec Israël pour récupérer les territoires occupés. Du même coup, menacé par son voisin syrien, le roi Hussein faisait appel au soutien de l'Iraq tandis que Yasser Arafat rentrait dans un geste surprise Hosni Moubarak, le rais égyptien, peu après sa sortie du Liban. Entre-temps, les relations entre Bagdad et Le Caire allaient bon train tandis qu'Amman devenait le premier pays arabe à rétablir ses relations commerciales ouvertes avec l'Égypte.

Mais les préparatifs de ce momentum remontent à 1981 lorsque l'Iraq, jadis le centre de l'opposition aux accords de Camp David, avait renoué discrètement avec Le Caire afin d'obtenir un support militaire en équipement et en volontaires dans sa lutte contre l'Iran.

Ironiquement, Téhéran, de tout temps un allié objectif d'Israël (sous le Shah, grâce à ses relations commerciales et de sécurité, et sous l'imam Khomeini, via des achats d'armes triangulaires) est à l'origine de cette nouvelle initiative. En effet, outre la filière militaire Bagdad-Le Caire, les royaumes et émirats conservateurs du golfe se sentent de plus en plus menacés par Téhéran et cherchent à récupérer l'Égypte qui dispose des plus grands atouts militaires du monde arabe.

Plusieurs États du golfe ont ainsi courtoisement le président Moubarak depuis deux ans et le retour en force de l'Égypte au sein de la ligne arabe, dont le siège tunisien était autrefois au Caire, n'est plus à exclure cette année.

Le pari palestinien

La grande question à travers ce brusque revirement de dominos arabes est le sort que réservera le Conseil national palestinien à Yasser Arafat. Le conseil, sorte de parlement en exil, doit en effet tenir une session extraordinaire au cours des prochaines semaines pour faire le point après l'éclatement de l'OLP au Liban.

Certes, l'opposition à Arafat reste minoritaire au sein du mouvement mais a néanmoins crû de façon significative au cours des derniers mois. Plusieurs hommes d'affaires palestiniens vivant dans le golfe ne m'ont pas caché récemment leur opposition au plan de créer un mini-État dans les territoires libérés. «Nous venons de Jaffa et de Ramleh (territoires israéliens) et nous ne voulons pas abandonner l'espoir d'y retourner un jour, m'ont-ils dit. Après tout, notre diaspora comprend aussi bien des Palestiniens d'avant 1948 (création de l'État juif) et d'avant 1967 (la conquête israélienne de Gaza et de la Cisjordanie). Pourquoi satisfaire le rêve des uns et pas des autres? Ou nous libérons toute la Palestine ou rien du tout.»

C'est ce genre d'arguments qui seront servis au leader de l'OLP. D'autant plus que les 160 délégués au conseil vivant en Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-est se sont vu interdire par Israël de participer à la session malgré les pressions de l'Égypte.

Leur absence affaiblira sensiblement la position de Arafat.

Le monde arabe se dirige donc vers une nouvelle phase de polarisation au cours des années 80, un phénomène qui contrastera de façon marquée avec la période 1977-1981 où le «front militant» était beaucoup plus important. Ce «front du refus» ne compte plus aujourd'hui que la Syrie, la Libye et, de façon extrêmement molle, le Sud-Yémen, avec l'ombre iranienne derrière. C'est l'issue de l'interminable guerre du golfe qui scellera finalement cette polarisation. Armée de Super-Étendards français équipés de missiles Exocet, l'Iraq disposerait maintenant des fameux missiles sol-sol soviétiques SS-12 avec un diamètre d'intervention de 800 km. Jamais de tels missiles n'avaient été déployés à l'extérieur des pays du pacte de Varsovie. Un tel arsenal constituera sans nul doute une riposte sérieuse à la nouvelle offensive du printemps que prépare Téhéran.

Au pays des contradictions

Il y a 40 ans, naissait péniblement la nouvelle république populaire de Yougoslavie, sous la direction de son chef historique, le maréchal Tito. Quelques années plus tard, en 1948, la Yougoslavie rompait avec Staline et mettait de l'avant un nouveau modèle de socialisme, décentralisé et autogestionnaire. Défi à l'histoire et à la géographie, la Yougoslavie reste un rassemblement fragile. Minée par les rivalités nationales, un pouvoir central trop faible et par une bureaucratie lourde et inefficace, la terre des « Slaves du sud » apparaît comme un pays impossible. Pourtant, c'est dans cet ensemble de contradictions, qui tantôt s'additionnent, tantôt s'annulent, que ce pays fut édifié et qu'il a pu survivre.

À la veille des jeux de Sarajevo, les Yougoslaves n'ont pas le cœur à pavoiser et à jubiler. En effet, c'est dans la noirceur et la pénurie qu'ils doivent célébrer le quarantième anniversaire de leur régime socialiste. La capitale Belgrade, dont on avait rêvé faire dans les années soixante le « Paris de l'Est », est plongée dès la fin de l'après-midi dans une triste obscurité. La Yougoslavie est durement touchée par une pénurie d'énergie. L'électricité est sévèrement rationnée depuis la mi-novembre. L'éclairage des rues et des vitrines est défendu, quatre fois par semaine, le courant est interrompu durant neuf heures, à tour de rôle dans les divers quartiers de Belgrade et des principales villes du pays.

Les problèmes d'approvisionnement ne s'arrêtent pas là. L'essence est aussi rationnée depuis plus d'un an. Les appartements sont froids: le mazout et le charbon, dont la production est insuffisante, sont distribués en priorité à l'industrie et aux usines thermiques. Les ménages, les familles doivent se contenter de ce qui reste. Quant à la viande, le lait, le café (qui coûte un mois de loyer) et même le savon, les ruptures soudaines de stock sont devenues courantes, sauf bien sûr dans les centres touristiques où les occidentaux, en retour de leurs devises fortes, ont droit aux petits soins. Certains craignent que le déroulement des Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo, qui doivent débiter le 8 février prochain, soit affecté par quelques pannes désagréables.

Pourtant, ce pays ne manque pas de richesses naturelles. Dans un rapport publié à la fin des années 70, on notait que la Yougoslavie était en mesure de subvenir à ses propres besoins en énergie à des coûts raisonnables. Mais voilà, ce pays est bien particulier.

En Yougoslavie, nous sommes au royaume de la diversité et de la décentralisation. Société multinationale, multireligieuse, multilinguistique et quoi encore, la Yougoslavie est un véritable casse-tête dont il n'est pas facile de rassembler toutes les pièces pour en faire un tout reconnaissable. Le plus bel exemple est la région autonome de Voïvodine, au nord de Belgrade, où cohabitent pas moins de 24 nationalités.

La Yougoslavie est aussi communiste, à sa façon. Indépendante de Moscou, longtemps chef de file des pays non alignés, elle occupe une place à part dans la grande famille communiste. Contrairement au modèle soviétique, profondément marqué par la centralisation, le communisme yougoslave repose sur l'autogestion et une forte décentralisation du pouvoir aux niveaux régional et local. Le Parti communiste, qui est le seul autorisé, reste néanmoins une institution capitale, mais son pouvoir est, pour ainsi dire, dissout dans l'hétérogénéité complexe du pays.

Dans la ville de Sarajevo, la capitale de la république de Bosnie-Herzégovine, un vieil autobus démarre lentement aux petites heures du matin en direction de Nich, une ville importante de la république voisine de Serbie. Rendu à la frontière qui sépare les deux républiques, il se passe un phénomène typiquement yougoslave: l'autobus s'arrête et les passagers changent de car avant de poursuivre leur route jusqu'à Nich. Chaque république possède sa propre compagnie d'autobus. Il est permis de traverser les frontières intérieures, mais à la condition qu'il y ait eu une entente entre les républiques concernées. Aux dernières nouvelles, les négociations étaient encore en cours et aucun accord n'avait été conclu.

Il faut deux jours pour qu'une lettre traverse le pont qui enjambe la rivière Drina et relie Mali et Zvornik. Cette charmante rivière sépare non seulement deux localités, mais aussi deux républiques, la Serbie et la Bosnie. Il n'y a pas un service postal unique pour toute la Yougoslavie, mais un dans chaque république et dans chaque région autonome comme les deux républiques concernées ne sont pas encore parvenues à s'entendre sur le partage des coûts de transport, le courrier doit faire un long détour de 200 kilomètres.

S'il n'y avait que deux républiques. Mais il y en a six, plus deux régions autonomes. Leurs pouvoirs sont considérables: ils s'étendent aux réseaux routiers et électriques, aux postes et chemins de fer, à la radio, à la télévision, au

développement industriel et même au commerce international. Aux paliers inférieurs, il faut aussi considérer les 515 communes, les 11 752 communautés locales et les milliers d'entreprises dont les fonctions ne sont pas négligeables. En fait, les responsabilités de l'État fédéral sont limitées: elles consistent principalement à veiller au maintien et au développement de l'ensemble du système et à assurer la sécurité et la défense.

L'autarcie régionale

Les problèmes économiques que rencontre actuellement la Yougoslavie mettent en évidence les faiblesses inhérentes à un système aussi décentralisé. L'autonomie des républiques et des régions a été poussée au point, qu'il n'y a pas une économie mais plutôt huit. L'an dernier, moins de 5 p. cent des investissements totaux effectués par les entreprises yougoslaves ont franchi les frontières intérieures. Chaque république, chaque région a développé un complexe industriel aussi varié que coûteux. C'est ainsi que se sont multipliées à travers le pays des usines pétrochimiques, de réfrigérateurs, de machines outil, de téléviseurs, des raffineries de pétrole... Avec une population de 22,5 millions d'habitants, la Yougoslavie compte aujourd'hui huit usines d'automobiles.

Dans le secteur de l'énergie, l'autarcie régionale a bloqué le développement des ressources. Les représentants de la Serbie, du Monténégro et de Bosnie se disputent depuis 20 ans sur le financement d'un barrage sur la rivière Drina. Pour obtenir de précieuses devises occidentales, la république de Croatie a vendu l'été dernier une demi-tonne de pétrole à l'Ouest, que le gouvernement fédéral yougoslave a dû par la suite réimporter. D'après un rapport du gouvernement de Belgrade, le budget total consacré à l'énergie est six fois inférieur à la moyenne observée dans les pays de l'Ouest.

Il est vrai que la Yougoslavie a été frappée cet été par la plus grande sécheresse qu'elle ait connue depuis 30 ans. Le bas niveau des eaux a paralysé les barrages. Toutefois, si l'État avait disposé de devises suffisantes pour importer du pétrole et du charbon, cette inderie n'aurait pas eu autant d'effets catastrophiques. Mais le trésor yougoslave est aussi à sec. Les républiques et les régions qui jouissent d'une autonomie d'action en matière d'investissement et d'emprunt à l'étranger, ont risqué d'endettement. Aujourd'hui, la Yougoslavie doit supporter une dette extérieure de 20 milliards de

dollars américains, presque autant que la pauvre Pologne.

Les autorités fédérales ont tenté au cours des dernières années de contenir les républiques et ralentir les investissements. Elles ont obtenu bien peu de succès. Les créanciers occidentaux, dont le fonds monétaire international (FMI), semblent avoir plus de force de conviction que l'État fédéral yougoslave. En juillet dernier, ils acceptèrent d'accorder un prêt de 2 milliards \$, à des conditions qui ont fait mal aux républiques. Désormais, tout emprunt doit être garanti en dernière instance par la Banque nationale de Yougoslavie et l'État fédéral. L'Assemblée nationale a dû modifier la législation sur l'endettement à l'étranger et sur la circulation des devises, pour répondre aux exigences des bailleurs de fonds.

Une mission du FMI était à Belgrade en décembre et a pu constater que la Yougoslavie s'acquittait honorablement de ses obligations. Une priorité absolue a été accordée aux exportations, au détriment de la consommation nationale et du niveau de vie de la population. La balance des paiements, lourdement déficitaire depuis des années, sera vraisemblablement équilibrée cette année. Le gouvernement espère réduire l'inflation (40 p. cent) par une série de contrôle et de blocages des prix.

C'est ainsi que les Yougoslaves ont été saisis par l'obscurité et des pénuries de toutes sortes au cours des derniers mois. Il semble bien, d'après les experts, que la Yougoslavie parviendra à payer ses dettes. Mais une fois les comptes équilibrés, il n'est pas certain que le système actuel permette d'améliorer les conditions de vie de la population. Sur le plan politique, les institutions paraissent bloquées. Le système est ainsi conçu que les décisions majeures prises par l'État central doivent obtenir l'approbation de toutes les républiques et régions autonomes. Ni le gouvernement fédéral, ni ceux des républiques et des régions ne peuvent appliquer leurs politiques sans l'accord des organismes et des entreprises concernés. Le principe du consensus est étendu à tous les niveaux. Si l'autogestion a pu permettre, durant les premières décennies, de stimuler la participation individuelle et d'éviter les abus de l'étatisme, il semble qu'elle soit devenue, en période de crise et de mutation, un frein qui entrave l'adaptation de l'économie au nouveau contexte international.

Le parti non plus n'a pas échappé à cette loi de la diversité et de la décentralisation. Le parti est avant tout une institution ancrée dans les républiques et les régions. Mais par le monopole qu'il exerce à tous les paliers, de l'entreprise jusqu'à la présidence du pays, il a favorisé le développement d'une énorme bureaucratie. Et paradoxalement, cette bureaucratie participe à l'unité du pays et contribue largement à stabiliser le système: en dépit des différences qui les séparent, les fonctionnaires du parti partagent tous le même statut social privilégié, le même instinct de conservation. Par ailleurs, il en résulte une immobilisme et une incapacité d'accroître l'efficacité des entreprises et des administrations. □



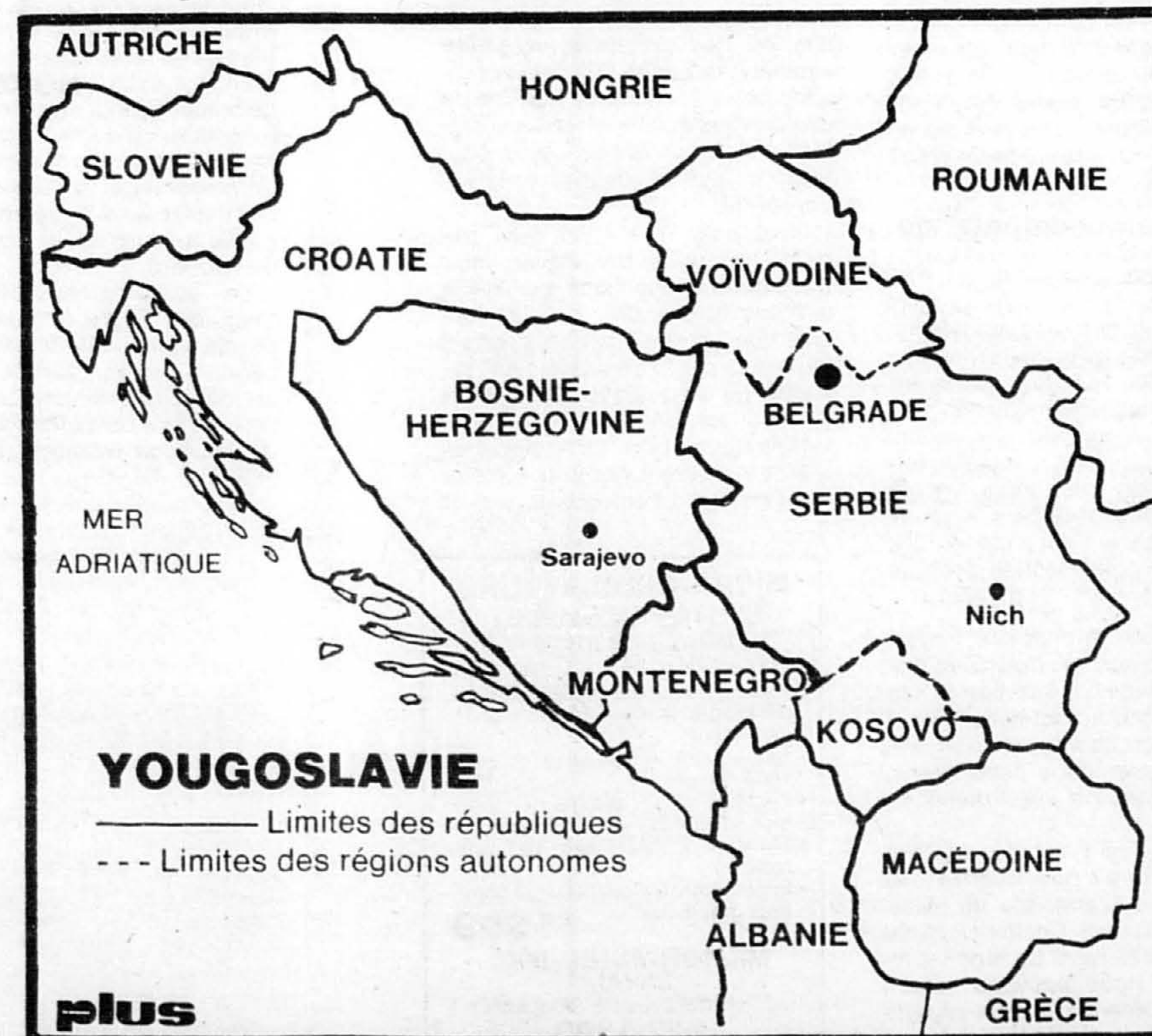
Albert Juneau



LA YUGOSLAVIE À L'HEURE DES JEUX



Sarajevo '84



Aux Jeux Olympiques de 1972, à Munich, un Américain, Rick Demont est privé de sa médaille d'or pour le 400 mètres nage libre. La raison: doping. Il avait absorbé de l'éphédrine. Aux mêmes jeux, l'équipe hollandaise de cyclisme, qui venait de remporter la troisième place lors d'une épreuve de 100 kilomètres contre la montre, est déclassée. Van Den Hoek, un des cyclistes de l'équipe, avait absorbé de la coramine. En 1976, aux Jeux de Montréal, plusieurs haltérophiles bulgares sont privés de leur médaille pour avoir fait usage de stéroïdes anabolisants.

S'il faut en croire la petite histoire de l'olympisme (la grande, pour d'évidentes raisons, se garde bien d'en parler) le doping, sous une forme ou sous une autre, a toujours existé. De nos jours, la science ayant mis au point des méthodes d'analyse fort efficaces, il n'existe pratiquement plus aucun produit chimique connu qui ne puisse être décelé lors de tests antidoping.

Mais cela n'empêche ni les athlètes, ni leurs entraîneurs de chercher ailleurs des moyens d'augmenter la performance. Le plus récent, c'est la « stimulation musculaire électrique ». Et s'il faut en croire ceux qui l'utilisent, cette technique, qui pour l'instant ne fait l'objet d'aucun interdit, donne de très bons résultats.

Petite histoire de chocs

En 1830, Duchenne, un médecin français, à la suite des travaux de Ritter et de Volta (le père du voltage comme disent les cancrs), franchit un pas décisif: il conçoit des électrodes percutanées, recouvertes de tissu et met au point sa méthode de « délécrisation localisée sur des régions spécifiques des muscles ». Ces régions seront par la suite définies avec précision par Remak comme étant, selon l'appellation actuelle, les points moteurs.

Dix ans plus tard apparaissent les premiers appareils mis au point par des chercheurs (Faraday, Lapicque, Englemann, Berdet, Adrian et autres) et destinés à l'électrothérapie.

Cent ans après les travaux de Duchenne, le docteur Ziegler, pionnier américain de la stimulation musculaire des athlètes, en expérimente les effets. Même si ses conclusions sont du plus haut intérêt, elles tombent dans l'oubli.

À la fin des années 60, le professeur Jakov Kots, neuro-physiologiste, professeur de médecine sportive et directeur de l'Institut national d'éducation physique de Moscou, publie ses travaux et de ce fait donne l'explication à l'étrange comportement des athlètes soviétiques avant la compétition. Bon nombre d'entraîneurs européens, américains et canadiens trouvaient curieux que les athlètes soviétiques ne se livrent pas aux exercices de réchauffement qui précèdent habituellement une compétition.

Les travaux du docteur Kots portaient sur la gymnastique automatique par stimulation musculaire électrique. Les performances des athlètes soviétiques étant ce qu'elle sont, on ne fut pas long à s'intéresser de très près à cette technique qui permettait le réchauffement... sans exercice.

PERFORMANCES

Défendue la drogue? vive les électrostimulateurs



Charles Meunier

Sans fatigue

La méthode de stimulation musculaire électrique est simple. L'appareil, mis au point par la société Bio-medical Research, remplace le cerveau dans l'une de ses fonctions qui consiste à émettre un signal électrique qui, via les nerfs, amène la contraction de un ou plusieurs muscles. Cet appareil remplace, en quelque sorte, le message et les nerfs.

Il suffit de poser des électrodes (qui prennent la forme de disques conducteurs souples) sur le ou les muscles à stimuler et de régler, par potentiomètre, la force et la durée d'un très léger courant électrique de basse fréquence, tout à fait inoffensif. Les muscles sont stimulés par pulsions ou influx réguliers de la même manière que le ferait le cerveau.

Les muscles ainsi sollicités se contractent automatiquement à une cadence de 30 à 40 fois par minute. Curieusement cela se fait sans aucun effort apparent, ni aucune fatigue nerveuse.

L'électrostimulation des muscles sains permet d'obtenir une contraction musculaire maximum qui met en jeu 70 p. cent de l'ensemble des fibres musculaires disponibles. Cette contraction peut demeurer à son maximum plus longtemps que lors d'un exercice classique et être répétée autant de fois qu'on le désire. Le tout, sans douleur.

L'intérêt des entraîneurs, notamment celui de Charlie Francis de l'équipe nationale canadienne des sprinters, porte plus particulièrement sur le fait qu'il est possible de faire travailler, donc de « réchauffer » sélectivement, certains muscles, le biceps par exemple ou encore un groupe de muscles comme ceux de la cuisse ou du mollet.

La stimulation musculaire électrique permet également de faire travailler certains muscles dont la contraction est difficile par les moyens habituels. Par ailleurs, un sportif blessé, qui ne peut s'entraîner normalement, peut continuer sa musculature.

On note également (des travaux menés à Stanford en font état) que la circulation du sang, dans la région traitée, est augmentée.

Cet exercice sans effort raffermie le muscle et brûle les graisses

superflues qui peuvent l'entourer. Ainsi on a prélevé un petit morceau de tissu musculaire chez un athlète volontaire et on l'a soumis pendant près de deux heures à une stimulation électrique. Résultat: les lipides contenus dans ce morceau de tissu musculaire avaient diminué de 37 p. cent.

D'autres études ont démontré que l'électrostimulation permet d'acquérir du muscle plus rapidement que par les moyens habituels. Une demi-heure d'électrostimulation équivalait, cela peut paraître énorme à première vue, à deux heures d'entraînement intensif traditionnel.

L'électrostimulation n'intéresse pas que les athlètes et les entraîneurs. Le secteur médical profite également des recherches dans l'utilisation du courant électrique à des fins thérapeutiques. On a de plus en plus recours à la stimulation musculaire électrique pour le diagnostic et le traitement d'un large spectre d'affections neuro-musculaires, notamment en médecine physique de rééducation fonctionnelle et motrice suite à des interventions chirurgicales, des accidents et des maladies telles que les paralysies.

De récents développements attribuables au docteur Jerrold Petrosky (USA) ont permis la mise au point de bicyclettes et de chaises roulantes propulsées directement par les membres de paraplégiques, dont les muscles sont actionnés par des stimulateurs musculaires électriques contrôlés par micro-ordinateur.

Remplacer les anabolisants?

Selon Michel Portmann, du département de kinanthropologie de l'UQAM, qui dirige actuellement des travaux de recherche sur l'électrostimulation vs les problèmes de genou et l'amélioration, toujours par cette technique, de l'anaérobie des sportifs, il faut accorder une crédibilité certaine à la stimulation musculaire électronique.

« Ce que l'on tente actuellement de faire, c'est d'éliminer les anabolisants et d'utiliser l'électrostimulation. Il y aura bien sûr des gens pour dire qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de doping. A mon point de vue, ce n'en est pas. Car cela reviendrait à dire que l'entraînement par poids et haltères en est un également. »

« Il y a des athlètes canadiens de haute compétition qui ont laissé tomber les anabolisants au profit de l'électrostimulation qui est un excellent moyen d'accroître la performance sans avoir à payer la note élevée d'effets secondaires propres aux substances chimiques. »

C'est dire à quel point les électrostimulateurs sont promis à un bel avenir. □

Contenus et clientèles spécialisés pour Télidon

La nouvelle n'a pas précisément fait les manchettes quand elle a paru il y a deux semaines, mais elle a son importance: le gouvernement fédéral a rendu publique la liste de 27 projets qu'il entend subventionner pour créer des contenus au système de vidéotex Télidon.

Pour diverses raisons, on entendait moins parler de télématique depuis quelques mois. D'une part, l'actualité locale et internationale dans le secteur de l'électronique grand public portait plutôt sur les micro-ordinateurs. Micro-ordinateurs scolaires au Québec, sortie de trois nouveaux modèles spectaculaires aux États-Unis (Adam, PCjr et Macintosh).

D'autre part, depuis l'adoption il y a un peu plus d'un an du protocole nord-américain NAPLPS, les nouvelles sensationnelles au sujet du vidéotex ont été plutôt rares ou peu encourageantes; je pense entre autres à l'abandon du projet de magazine télématique de Time.

Enfin, la grande «bataille internationale» entre les systèmes anglais, français, japonais et cana-

dien qu'on prévoyait n'a pas eu lieu faute de combattants: les Anglais se sont retirés devant le peu de succès de leur Prestel même à domicile, les Japonais se sont montrés d'une remarquable discrétion, et l'adoption de NAPLPS a provoqué une sorte de trêve entre Français et Canadiens, au moins le temps que chacun puisse réévaluer sa position.

C'est d'ailleurs dans cette optique qu'il faut sans doute examiner la liste de projets auxquels Communications Canada entend consacrer quelque 5 millions \$ (l'investissement total se situant aux alentours de 38 millions \$): il s'agit non seulement de boucher un trou béant dans le développement du projet Télidon, mais encore de réorienter ce développement vers des créneaux plus rentables face à l'initiative américaine.

Un manque de produits industriels

Indubitablement, l'ouverture prochaine du marché américain aux produits télématiques offre des possibilités énormes. Et les

pays qui travaillaient depuis quelques années déjà dans ce secteur devraient en principe jouir d'un avantage marqué, du fait de leur avance technologique.

Il est certain, par exemple, que la France fait tout en son pouvoir pour pousser ses terminaux Minitel (conçus autour de sa norme Antiope-Télérel mais déjà adaptés à d'autres usages) qui sont sans doute actuellement les produits du genre les moins chers au monde. Et il est vraisemblable qu'ils seront adoptés dans un certain nombre d'applications où la couleur et le raffinement du graphisme ne jouent pas un rôle de premier plan, comme les terminaux bancaires ou financiers, la consultation de banques de données textuelles, et une bonne partie du courrier électronique à domicile.

Le problème du Canada, c'est qu'à une exception près, il n'a pas encore mis au point de produits industriels susceptibles de fabrication en masse qui puissent satisfaire aux besoins de ce marché: ses décodeurs, relativement lourds,

chers et encombrants ne semblent pas correspondre à la double évolution de la demande vers soit des terminaux intégrés légers, soit des circuits capables de s'ajouter à des micro-ordinateurs existants; et ses consoles de création de pages ressemblent plus à des prototypes et à des instruments de recherche qu'à des outils de production, et leur prix s'en ressent.

L'exception à la règle est sans doute le circuit Vidacom mis au point par le Groupe Vidéotron de Montréal, qui combine à un prix modique (coût de production actuel aux environs de 225\$) les talents d'un décodeur de vidéotex, d'un télélecteur, d'un décodeur pour la télévision à péage, et éventuellement d'un micro-ordinateur autonome ou terminal intelligent. Mais Vidacom n'est pas destiné à être vendu au public en général: il sera offert aux câblodistributeurs, qui le loueront à leur clientèle. C'est là un marché prometteur, mais nettement moins développé encore que celui des micro-ordinateurs ou des terminaux autonomes.

Vendre une compétence

Il n'est pas impossible que l'industrie canadienne mette au point dans l'avenir des produits télématiques grand public, mais il ne faut pas compter trop fort là-dessus. En effet, il est certain que non seulement les Américains (et notamment AT&T, dans son nouveau format déréglementé) mais encore les Japonais vont se faire une rude concurrence, et il est à prévoir que ce marché pour l'instant presque vierge deviendra vite encombré.

De petites entreprises comme Norpak, de surcroît habituées à un statut protégé de fournisseur unique de l'État, auront-elles le souffle et l'agressivité nécessaires pour pénétrer dans cette arène? Poser la question, c'est presque y répondre.

Alors, si ce n'est du matériel, que pouvons-nous vendre aux Américains? L'annonce du ministère fédéral des Communications apporte un élément de réponse intéressant: nous pouvons vendre notre compétence et notre expertise dans la création des logiciels et des contenus nécessaires.

DEMAIN L'AN 2000



Yves Leclerc

En effet, à moyen et long terme, la télématique sera un peu comme la télévision: nourrir le système représentera un coût et une mobilisation d'efforts bien plus grands que de fabriquer des équipements. Mais c'est là une vérité qui ne s'apprend que par l'expérience, et qu'il est évident que les Américains n'ont pas encore saisie. Quels types de contenus faut-il créer, pour quels publics, et de quelle manière, tel est sans doute l'avantage le plus marquant que notre avance peut nous donner sur nos voisins, et qu'en même temps le fait de vivre en Amérique du Nord nous confère sur nos concurrents européens.

Et lorsqu'on regarde la liste des 27 projets subventionnés par Communications Canada, il est clair que c'est cette orientation qui a été retenue: la grande majorité ne sont pas des efforts de recherche ou des projets à caractère «social», mais des tentatives pratiques pour satisfaire les besoins de clientèles spécialisées mais rentables: milieux de la publicité, médecins, milieux d'affaires, commerçants, etc.

Tout cela n'est peut-être pas d'une inspiration très élevée, mais il se pourrait bien que ce soit la direction à prendre si nous voulons que les quelque 65 millions \$ dépensés par le gouvernement canadien (et les quelque 200 millions \$ dépensés par l'industrie) pour mettre au point une technologie de vidéotex n'aillent pas tout simplement profiter à nos voisins. □

MICRO-ORDINATEURS SYSTÈME COMPLET COMPATIBLE AU APPLE

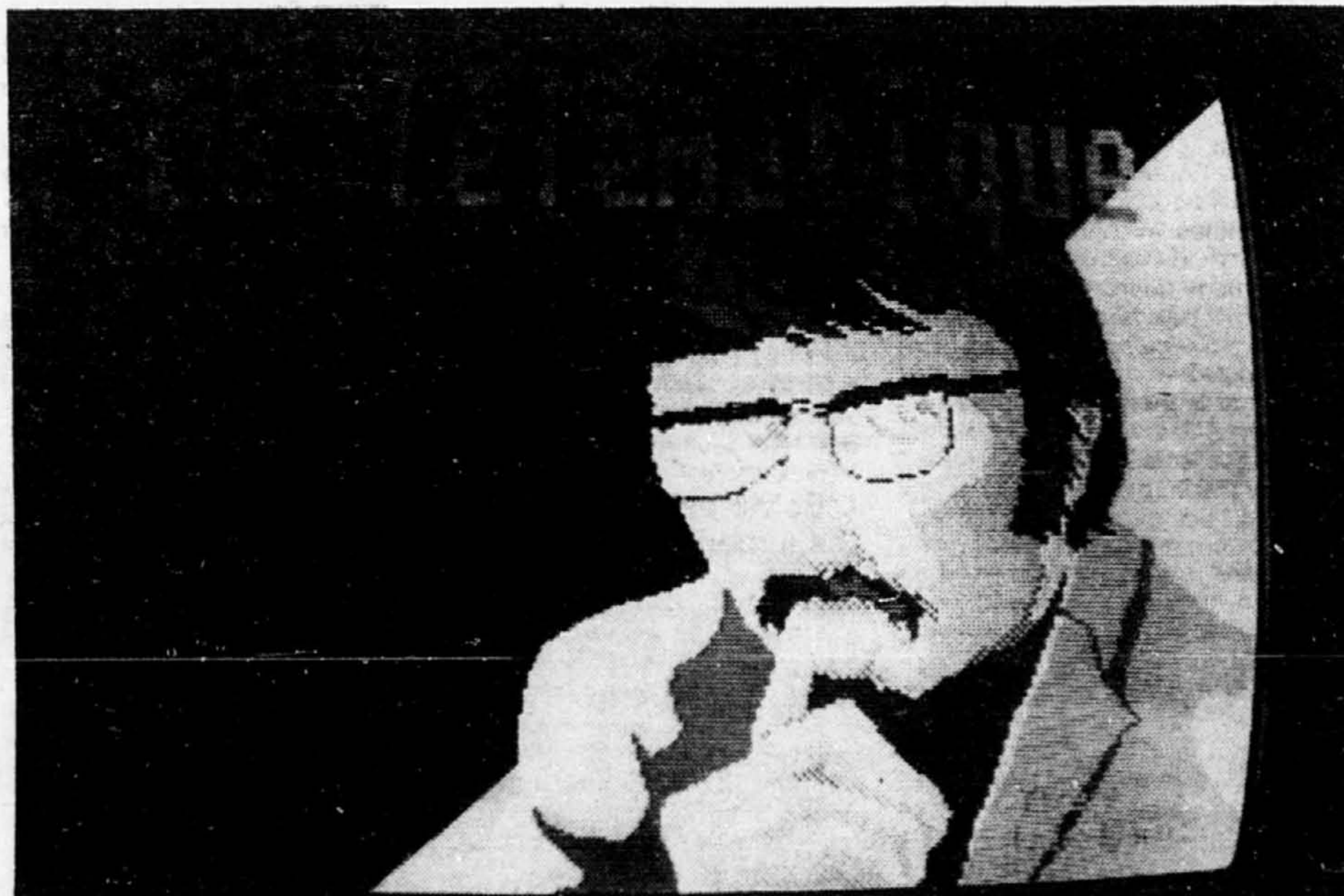
- Memo 64K (8 puces de 8K)
- 52 touches programmées BASIC, 10 programmables sur clavier numérique
- Majuscules, minuscules et auto-répétitives
- Lecteur de disquettes à mécanisme SIEMENS et contrôleur
- Moniteur ZENITH vert 12" anti-reflet
- Imprimante Gemini 10X et interface graphique

\$1599

MÉMOIRISIME INC.

LAVAL

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
622-1390





Guy Fournier

POUR RIRE

On en regagne

On vit de plus en plus vieux et chacun cherche à prendre le crédit, mais personne n'a encore réussi à démontrer pourquoi les seules entreprises qui ont désormais de l'avenir sont les clubs de l'Âge d'Or, les vendeurs de crampons pour les claques et les couvre-chaussures, Greacian Formula, les fabricants de colle à dentiers, de lunettes et de bâtons de vieillisse.

Les boss - les gros comme les petits - sont convaincus que leur esprit d'initiative et leur sens du risque et de l'entrepreneuriat font beaucoup pour que nous vivions jusqu'à un âge avancé. Grâce aux généreux salaires qu'ils nous payent, on peut s'offrir des vacances régulières, des maisons hygiéniques, des vêtements chauds, une nourriture équilibrée et une vie saine. Mais comment les boss expliquent-ils, eux qui ont beaucoup plus de moyens que nous, qu'ils meurent en général plus vite que les chanceux qui sont à leur service?

Les politiciens se prétendent responsables de notre longévité et sont convaincus que les nombreuses lois sociales qu'ils ont adoptées concourent à l'amélioration de notre bien-être. Comment expliquent-ils alors que les assistés sociaux et les chômeurs, qui sont ceux qui profitent le plus des largesses de nos lois, meurent plus jeunes que ceux dont le travail acharné contribue à défrayer ces mesures?

Ce sont évidemment les médecins qui se targuent d'être les vrais responsables de la légion de septuagénaires et d'octogénaires qui vident les coffres de la Régie des rentes. Ils sont bien les plus prétentieux de tous, car les statistiques établissent clairement que plus il y a de médecins, plus il y a de maladies. C'est normal puisque les médecins ne pourraient conserver leur niveau de revenus élevé et leur rang social si le nombre de maladies ne croissaient pas au même rythme que les médecins. Il y a des semaines où la matière première n'est pas extensible. La plupart des adultes qui travaillent ayant une automobile, il y a une limite à la vente des voitures. Les ventes ont d'ailleurs chuté de manière dramatique ces dernières années. Les accessoires électroménagers, c'est la même chose. On ne peut quand même pas avoir plus qu'un four ou deux par foyer, plus qu'un frigo et un congélateur.

La maladie, c'est différent: rien n'empêche un patient de souffrir de trois ou quatre maladies simultanément, situation qu'on rencontre surtout chez ceux qui font de

fréquentes visites à leurs médecins. La maladie est une richesse naturelle renouvelable et inépuisable. Depuis quelques années, les médecins ont réussi de beaux coups: le mal du légionnaire, le SIDA et particulièrement l'herpès, qui a l'avantage de pouvoir toucher tout le monde, d'être incurable mais non mortel. Pour un docteur qui veut bien gagner sa vie, c'est la maladie rêvée.

Non seulement les médecins trouvent de nouvelles maladies chaque année, ils éliminent celles qui ne sont pas assez rentables pour les remplacer par d'autres. C'est ainsi que les amygdales, la cricoconscience et les adénoïdes, qui rapportaient fort peu, ont été virtuellement éliminées pour être remplacées par des opérations plus lucratives comme la pose des tympanons artificiels. Les milliers et les milliers d'appendicectomies qu'on faisait dans les années 30 et 40 ont fait place à des pontages cardiaques et ainsi de suite.

Le cercle de la maladie est infernal. Dans le bon vieux temps, on ne craignait que quelques maladies: consommation, choléra, influenza, le croup et la diphtérie. Aujourd'hui, on n'a que l'embarras du choix pour se faire du souci même, s'il faut bien le dire, la plupart se contentent bêtement d'avoir peur du cancer et de l'infarctus. Les docteurs ont tellement raffiné leur affaire qu'on peut même, grâce au stress, mourir sans être malade.

Aie-je besoin de vous dire que j'ai ma propre théorie sur le fait que nous vivions plus vieux qu'avant? D'après moi, c'est tout simplement parce qu'on en regagne de génération en génération et LA PRESSE de la semaine dernière m'en a fourni une preuve éclatante. Dans la page commémorative du centenaire du 26 janvier 1900, j'ai lu qu'un journaliste avait été témoin d'une scène lamentable: Alfred Leblanc, un jeune fonctionnaire du temps, est devenu fou après avoir fumé des cigarettes durant quelques jours. Ce malheureux jeune homme commença par caracoler, puis se mit à parler de façon incohérente avant de sombrer dans la folie. Somme toute, exactement les mêmes symptômes qui frappaient les fumeurs de mari il y a 20 ans, puis ceux qui s'adonnaient par la suite au hasch et au LSD vers 1970. Aujourd'hui, il faut au moins de l'héroïne pour en arriver là. Si on n'en regagne pas génération en génération, comment peut-on expliquer cette mystérieuse résistance à des drogues de plus en plus fortes? Voilà qui explique aussi pourquoi nous vivons de plus en plus vieux.

LES AUBERGES DE JEUNESSE (7 À 77 ANS) Pour des week-ends plein air à bon marché

Où aller lorsqu'on a horreur des activités organisées, des repas pris à heures fixes, de la vaisselle lavée en commun et que, de toute façon, on ne dispose pas de la somme demandée par les bases de plein air pour deux jours à la campagne?

Réponse: aux auberges de jeunesse en partie subventionnées par le gouvernement.

En effet, pour 5 \$ à 9 \$ par nuit (dépendant des auberges), les jeunes de 7 à 77 ans peuvent actuellement s'offrir des week-ends plein air fort agréables dans la région de leur choix. Que ce soit en Estrie (Bromont, Eastman, Racine, Mansonville), dans les Laurentides (Lac Carré), au Saguenay / Lac St-Jean (St-Félicien), à l'est du Québec (Île d'Anticosti, Mont St-Pierre, Cap-aux-os, Matane), à Montréal, Sherbrooke, Hull ou à Trois-Rivières, partout ils trouveront accueil chaleureux, nuits calmes et possibilité de se rendre facilement aux pistes de ski de randonnée ou de ski alpin. Ils devront apporter, bien sûr, leur literie et leur linge — la plupart des auberges offrent cependant ces services pour la modique somme de 1 \$ ou 2,50 \$ — ainsi que leur nourriture. Certaines auberges se font un plaisir de servir les repas à ceux qui en font la demande, moyennant quelques dollars.

Une clientèle différente de celle des années 70

Les auberges de jeunesse ne sont désormais plus la chasse-gardée des jeunes de 18-25 ans. Aujourd'hui elles veulent séduire non seulement l'étudiant, le chômeur ou le jeune travailleur, mais également les individus de tous âges et les familles. Et les étrangers? direz-vous. Les portes leur sont toujours ouvertes, même en hiver. La semaine passée, j'ai rencontré à l'Auberge de jeunesse de Montréal deux nouvelles zélandaises venues «vérifier» le froid légendaire du Québec. Elles se préparaient à goûter au Mont-royal, n'ayant pas suffisamment de temps pour se rendre à la campagne, puisque l'ouest canadien les avait gardées trop longtemps entre ses bras montagneux! «Il fut un temps où les auberges de jeunesse étaient quasi réservées aux jeunes voyageurs», dit Gilles Pelletier, directeur de l'Auberge de jeunesse de Montréal et agent de développement à la Fédération québécoise de l'ajisme. Époque de ruée vers l'inconnu, sac au dos et peu de sous en poche. Issues des revendications des jeunes des années 60, les auberges représentaient alors un lieu où ils pouvaient se rencontrer «entre eux», fraterniser, préparer leur bouffe dans la cuisine communautaire, laver leurs vêtements de route et bien dormir avant de reprendre le voyage... Âgés de 18 à 25 ans,



Simone Piuze

ces jeunes de tous pays — la plupart des étudiants en vacances — allaient d'auberge en auberge et de pays en pays. De préférence en saison estivale. Jamais une famille ne se serait hasardée à pénétrer dans ces antres fermés aux «vieux» et aux déjà «installés» dans la société.

«On assiste au vieillissement des utilisateurs d'auberges de jeunesse», dit Gilles Pelletier. Depuis quelques années, la clientèle se fait plus diversifiée aussi. Un homme dans la quarantaine peut très bien venir passer quelques jours dans une auberge de son choix sans se faire pointer du doigt! La plupart des auberges étant ouverte à l'année, les mordus de plein air optent de plus en plus pour l'auberge de jeunesse, puisque c'est ici que les prix sont les plus bas.»

C'est également dans les auberges de jeunesse qu'on peut, contrairement aux bases de plein air manger à l'heure qui nous convient et ce qu'on veut, puisqu'on y prépare soi-même ses repas sur la cuisinière communautaire. Ici, point d'activités guidées, l'animation étant assurée par l'individu qui a tout le loisir d'opter pour de longues marches aux abords de l'auberge — les auberges situées à la campagne sont habituellement entourées d'arbres magnifiques et souvent à quelques minutes d'un plan d'eau ou de pistes de ski.

«L'ère des dortoirs à 22 lits est révolue», dit Gilles Pelletier en riant. Maintenant il s'agit plutôt de chambres communautaires qui peuvent très bien servir de chambres familiales... Une seule exigence: se taire dès 11 heures et demi afin que tous ceux qui désirent dormir le puissent.»

L'Estrie multiplie les auberges

Bromont. Midi. Bien au chaud, assis autour d'une grande table, une dizaine de personnes savourent le potage préparé par Andrée Reid — tous les pensionnaires ont préféré le repas à 3,25 \$ à la bouffe qu'on mijote soi-même — aubergiste dans la quarantaine, énergique et ingénieuse, co-responsable de l'Auberge de Jeunesse de Bromont.

Le potage est d'autant plus délicieux que tous ont passé l'avant-midi à skier à quelques milles de

PLEIN AIR

l'auberge, dans le soleil et la neige immaculée. Les joues sont rouges, les rires fusent, on a hâte de retourner skier. Ce soir, on jacassera avec les nouvelles personnes qu'on a rencontrées ici et on ira dormir tôt, afin d'être en excellente forme pour une autre journée de ski ou de «crazy carpet» — il se trouve à Bromont la plus extraordinaire pente de «crazy carpet» qu'il m'ait été donné de voir!

Lac Carré, Auberge La Boule. Une mère de famille lave le pyjama de son bambin, tandis que son mari est à mijoter un spaghetti dans la cuisine communautaire de l'auberge...

Hélas les amateurs des Laurentides seront déçus, puisqu'il ne se trouve dans cette région qu'une seule auberge, celle du Lac Carré. Ils se consoleront cependant en lorgnant du côté de l'Estrie où le Vieux Manoir de Bromont, Le Mas des Cantons d'Eastman, Dora's Place de Mansonville et l'Auberge De La Grande Ligne de Racine pourront les y recevoir régulièrement. Ici la capacité d'accueil des auberges est de 30 à 50 personnes et la beauté de la nature tout à fait différente de celle des Laurentides. À Dora's Place, 18 personnes seulement peuvent y séjourner à la fois: «Idéal pour ceux qui aiment la tranquillité», dit une mère célibataire habituée des auberges. Mais il faut réserver à l'avance...»

Saviez-vous que le célèbre fondateur des Clubs Méditerranée, monsieur Trigano, était auparavant secrétaire général de la Fédération française des auberges de jeunesse et que c'est là qu'il y a puisé son idée lumineuse de clubs de vacances joyeux et fraternels? Mais c'est en Allemagne, en 1909, qu'est née l'idée des auberges de jeunesse, m'apprend Gilles Pelletier. Un certain monsieur Sherman fort altruiste y avait alors décidé de rendre la campagne accessible aux jeunes de 15-18 ans. C'était au début de l'industrialisation et les jeunes des familles qui habitaient la ville n'avaient pas souvent la chance de respirer l'air sain des grands espaces... Le Canada a dû attendre en 1933 avant que la première auberge n'y soit ouverte. Deux institutrices de Bragcreek, en Alberta, féministes avant la lettre, ont amorcé l'aventure... □

Montée en flèche du diabète

Des records, des records, des records! L'éditeur du Livre des records ne sait plus où donner de la tête! Le plus long coma au monde, le plus grand nombre de transfusions au monde. Comme si cela avait de l'importance! Le seul vrai record, le record des records, c'est celui de la montée en flèche du diabète: on diagnostique un nouveau diabétique à chaque cinquante secondes en Amérique du Nord. Une épidémie sans précédent. Des millions de personnes vivent un enfer sur terre à cause de ce fléau et il est enfin temps que l'on sache que le diabète est autre chose qu'un peu de sucre dans les urines. Du reste, l'échec à enrayer cette maladie est l'un des pires fiascos de la médecine moderne.

Laissons parler des statistiques plus qu'éloquentes: troisième cause de cécité dans la population de vingt à soixante-cinq ans, le diabète, d'ajouter le Dr A. Kenshole,

spécialiste et professeur à l'Université de Toronto, conduit 50 p. cent de ses victimes à un accident cardio-vasculaire mortel.

Un autre rapport impressionnant, celui du Comité National Américain sur le diabète. L'enquête de ce groupe de travail démontre que le diabète a progressé de plus de 50 p. cent entre 1965 et 1973. Aujourd'hui, conclut le rapport, 5 p. cent de l'ensemble de la population souffre de cette maladie, et hormis un revirement exceptionnel, ce nombre est appelé à doubler à chaque quinze ans. De plus, parmi les 600 000 nouveaux cas diagnostiqués à chaque année, soit un à chaque cinquante secondes, 14 p. cent de ces malades sont cloués au lit pour une moyenne de six semaines par an.

Les yeux, les reins, le coeur, et le reste

Voici d'autres records pour le Livre de Records: les diabétiques

courent 25 fois plus de risques de devenir aveugles; ils sont 17 fois plus enclins aux maladies rénales, et les crises cardiaques les foudroient 2 fois plus souvent que les autres. Gangrène et amputation: 5 fois plus de «chances» avec du diabète! De surcroît, il escamote un tiers de vie chez la presque totalité des victimes. Après les maladies du coeur et le cancer, il vient au troisième rang des causes de décès.

On identifia les premiers symptômes du diabète vers 1660; il se caractérise notamment par la présence de sucre dans l'urine. De recherches en recherches, Banting et Best découvrirent l'insuline en 1921, et depuis on ne compte plus ceux qui survivent grâce à l'insulinothérapie. Toutefois, un revers de la médaille: ce médicament crée une fausse impression de sécurité: l'insuline n'arrête pas entièrement la marche inexorable du diabète. Comparable à autant



Dr Gifford Jones

SE SOIGNER

de petites usines, chaque cellule du corps travaille individuellement et l'insuline, tel que l'explique le Dr Boshell de l'Université d'Alabama est le passe-partout qui ouvre les portes de ces petites manufactures aux nutriments. Par conséquent, en l'absence d'insuline, sucre, gras et protéines sont réfoqués dans le sang. Essentiellement, les cellules crèvent de faim en dépit de l'abondance extérieure.

Hérédité, mais surtout obésité

Chez l'enfant, le diabète est toujours sérieux et mérite d'être très suivi. Fatigue, faiblesse, des urines abondantes combinées à une soif et une faim excessives constituent les premières manifestations de la maladie.

Néanmoins, le diabète se produit dans 90 p. cent des cas chez des adultes. Et que ceux qui se

préoccupent de leur santé n'oublie pas ceci: en général, le diabète apparaît quand on s'y expose. L'obésité joue un rôle déterminant. Au début, le pancréas parvient à sécréter suffisamment d'insuline pour faire face au surplus de calories, mais à la longue, tel un cheval trop longtemps fouetté, il s'épuise. Privé d'insuline, le sucre s'accumule dans le sang, puis se répand dans les urines. Le diabète est à la hausse dans toutes les catégories d'âge, mais il connaît son apogée chez les moins de 45 ans des deux sexes. Des lendemains peu reluisants pour tout ce monde puisque le diabète accélère les processus dégénératifs. Non, il ne tue pas instantanément comme une crise cardiaque, ou à brève échéance comme le fait le cancer. Il destine plutôt à de longues années d'enfer, sur terre, ceux qui à quarante ans ont déjà un petit peu de sucre dans les urines. Nous y reviendrons la semaine prochaine. □



Claire Dutrisac

VIEILLIR

Les DSC et la gérontologie

À quand une politique globale du 3e âge?

Les DSC (Département de santé communautaire) de la région montréalaise ont fait une présentation exhaustive de l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontées les personnes âgées. Et même celles qui voient venir la retraite.

Il faut se réjouir de cet effort des DSC et espérer que ceux qui seront appelés à réaliser les objectifs de cette étude coopèrent entièrement. Car les DSC ne se sont pas contentés de nous décrire ce qui va mal ou très mal dans le domaine du troisième âge. Ils ont aussi proposé des solutions, des actions concrètes. Pas pour demain, bien entendu. Mais à moyen et à long terme, des changements devraient intervenir pour peu qu'on mette la main à la pâte. Car nous sommes tous en cause dans ce vaste mouvement que veulent déclencher les DSC.

Quelques exemples

L'espace me manque, évidemment, pour vous décrire toutes les actions susceptibles d'être entreprises, soit par les associations de personnes âgées, soit par les CLSC, les centres d'accueil, les hôpitaux, les services sociaux, les universités, et peut-être surtout par les Services de maintien à domicile.

Mais je tiens à vous en indiquer quelques-unes. Pour pallier le manque de relations sociales des personnes âgées: faciliter leur maintien dans leur milieu familial; les impliquer dans la communauté; former des groupes d'entraide et d'échange de services, *ne faisant pas de distinction d'âge*; former des bénévoles en fonction de problèmes spécifiques.

Pour lutter contre la marginalisation et le sentiment d'inutilité, on propose de développer des programmes d'emploi pour les personnes âgées. Ici, j'y vais d'une remarque personnelle: cet objectif me paraît utopique dans la période de chômage et de récession que nous vivons. Peut-être pas absolument impossible mais combien aléatoire. On veut aussi enseigner aux intervenant(e)s une approche basée sur les potentialités et les forces des personnes âgées.

Au tour du gouvernement

Les DSC rappellent les cinq documents commis par le gouvernement entre 1970 et 1980. On rêvait... on croyait que c'était arrivé les lendemains qui chantent... (aucun rapport avec le communisme, je vous prie!). Mais les auteurs du document soulignent que «depuis

la tournée de «consultation» du ministre Lazure en 1980, le MAS n'a pas encore produit une politique digne de ce nom». Il faudra donc pousser sur les roues de la charrette, c'est-à-dire «mobiliser les personnes âgées et les organismes impliqués dans cette problématique». Et pour plus d'efficacité, formuler des propositions concrètes aux instances concernées. On l'a déjà fait? Il faut recommencer... encore et encore! L'opinion publique devra être mobilisée par les groupes de pression.

Effacer des préjugés

Il ne faut pas tout attendre de l'État, lit-on dans le document des DSC. Les responsabilités incombent avant tout à la personne âgée elle-même, puis à son entourage (famille, parents, voisins, etc.). Il faut sensibiliser «les citoyens et citoyennes de tous âges». Par exemple, corriger les fausses idées sur le vieillissement et inciter la communauté immédiate des personnes âgées à s'impliquer dans les situations problématiques de celles-ci. Surtout, associer les personnes âgées à la conception et à la réalisation d'un programme intensif d'information et de sensibilisation.

Pour les médecins

Pour les médecins qui jouent un rôle si important auprès des personnes âgées, et qui parfois le jouent mal, faute d'y avoir été préparés, on suggère la mise sur pied de programmes d'éducation en gérontologie dans les écoles de médecine, programmes qui permettraient, entre autres, des contacts avec les personnes âgées en santé et l'acquisition de connaissances sur la santé de celles-ci. Il faudrait aussi informer les médecins des ressources existantes et établir des mécanismes de liaison entre les équipes de maintien à domicile et les médecins de chaque territoire de DSC. Et enfin, une recommandation d'une importance capitale et qui risque de soulever beaucoup de protestations chez les médecins: rien de moins que réévaluer leur mode de rémunération... Et l'on ose ajouter: «... afin de favoriser une qualité de soins optimale». C'est un jugement de valeur sur le système actuel. Cela donne à penser. En conclusion, on parle de santé plutôt que d'absence de maladie.

La consultation

Le document a été envoyé, pour fins de consultation, à près de soixante organismes impliquant

environ cent cinquante personnes. Il semble avoir été bien reçu. Des suggestions supplémentaires ont été faites. Les priorités ont parfois changé d'ordre.

Le document des DSC vise une action cohérente et la concentration des efforts déployés sur certaines priorités. Il faudra se mettre d'accord et laisser tomber les luttes de pouvoir, de prestige et d'intérêts. Apprendre à travailler ensemble, chacun avec ses moyens, chacun dans sa sphère d'activité mais avec les mêmes objectifs. Facile à dire!

Les DSC auront-ils assez de persuasion pour réaliser leurs programmes, ou plus exactement, pour les faire réaliser par ceux qui, à un moment ou à un autre, dans un quartier ou dans un autre, dans un établissement donné, auront à pousser la charrette?

Et le ministère des Affaires sociales réussira-t-il à établir une politique globale du troisième âge? Ou nous servira-t-il encore des promesses préélectorales? Parviendra-t-il à surmonter ses soucis électoraux pour se pencher sérieusement sur la problématique des personnes âgées? Depuis le temps... il serait temps! □

Charrette hivernale... prise 2!

« **U**n instant... découpé dans le temps et fixé pour l'éternité. » L'inconnu qui a un jour écrit cette phrase et n'a pas voulu la signer... a perdu une bonne occasion de passer à la postérité tout en nous léguant l'une des plus belles définitions qui soient de la nature morte! Vous savez comme moi que la première caractéristique d'une nature morte est de représenter des êtres ou des objets inanimés. (Non! L'expression «chambre haute» n'en est pas un synonyme.) Mais avez-vous remarqué que l'hiver nous fournit des

sujets de natures mortes qui seraient à deux niveaux? On dirait en effet qu'en cette saison, la nature est tombée raide morte! Plus rien ne bouge, pas même les arbres, qui n'ont plus de feuilles pour arrêter le vent! Plus on s'éloigne des agglomérations, plus on a l'impression de s'enfoncer dans un silence frigorifique! La plupart des bêtes et bestioles sont dans un état qui frise l'hibernation et celles qui bougent encore prennent grand soin de ne pas laisser trop de traces, de peur d'être reconnues... et de passer pour de vraies folles si jamais on savait qu'elles



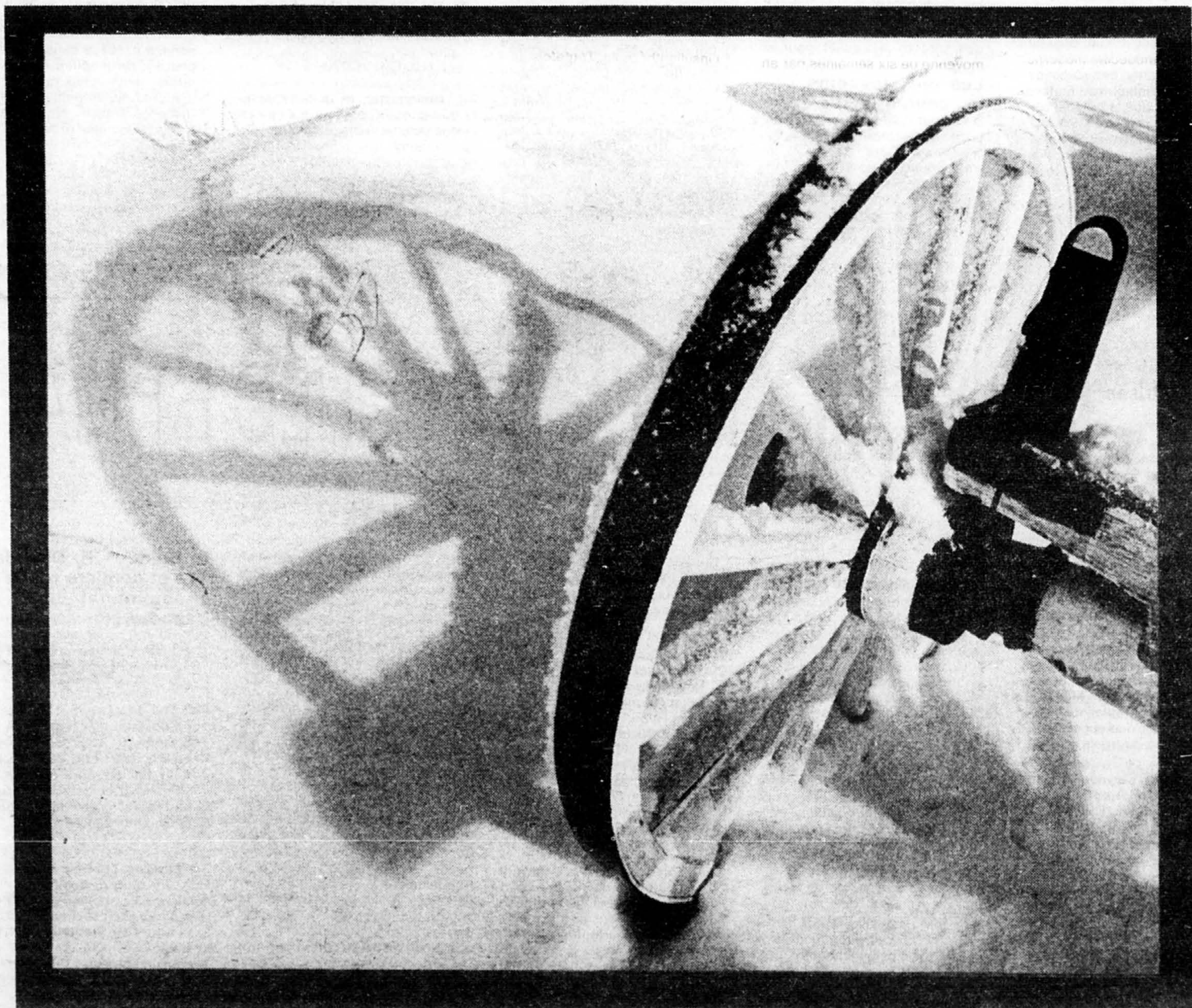
Antoine Désilets

PHOTOGRAPHER

sortent par des températures pareilles! Seuls signes de vie dans la splendeur glacée, les photographes qui cherchent un sujet... comme moi le jour où j'ai découvert cette vieille charrette laissée devant la grange au dernier automne. J'en ai fait je ne sais combien de clichés, en variant les angles et les jeux d'ombres et de formes. J'en ai pris des détails et je l'ai également photographiée en entier, sans trop m'en approcher de peur que les traces de mes gros pieds ne viennent rompre le charme fragile de cette délicate et froide blancheur. Je me suis servi

des rayons d'une de ses roues pour encadrer la vieille maison ancestrale qui se profilait plus loin. J'en ai fait un cliché en plaçant l'appareil près du sol, dans lequel elle semble s'enfoncer. Et plusieurs autres! Dans les cercles érudits de la photo, on appelle «variations sur un thème» cette pratique qui consiste à mitrailler un sujet sous tous ses angles et coutures. Cela produit souvent des séries d'images fort intéressantes, qui apportent une dimension particulière à une exposition... ou à un album de famille! J'ai monté cette photo-ci sur un carton noir collé

sur un carton blanc, afin de lui donner une bordure qui ajoute au relief, sinon au symbolisme, d'une nature morte! J'ai fait toutes ces images sur film Kodak Tri-X 400 ASA, à 1/500 de seconde et à f/16 ou f/11, en ajoutant un cran et demi en contre-jour. Je me suis servi d'objectifs 24, 50 et 105 mm et d'un Olympus OM2. Regardez autour de vous et essayez ma petite méthode: l'hiver est la saison des charrettes endormies et des clôtures gracieusement étendues dans les champs de neige! □





Mario Masson

POUR ÉCOUTER

LA MUSIQUE MADE IN FRANCE À pleins tubes

La musique pop française, ça existe. Et elle est excellente. Mon affirmation est péremptoire et ne souffre aucune critique. Et pourtant si vous saviez ce qu'il m'en coûte d'ainsi reconnaître ses qualités après l'avoir pendant si longtemps tournée en ridicule, gavé que j'étais de la seule vraie musique, l'anglaise et l'américaine bien sûr. Le *DRIVE* était à jamais interdit à nos pauvres chers cousins emmitoufflés frileusement dans leur tradition littéraire brillamment défendue, il faut en convenir, par les Brassens, Brel, Ferré, Reggiani et avant eux Piaf et Trenet, mais hors les murs de la forteresse ROCK, dont les ardents défenseurs, qui avaient nom Hendrix, Who, King Crimson, Zeppelin, m'entraînaient sur leurs lourds destriers électriques en d'épiques chevauchées aux confins de l'imagination, alors que la musique devient magie. Je ne les voyais plus, les Français, que comme d'élégantes excroissances issues de leurs vénérables monuments historiques. Nous seuls, en cette belle province marquée du sceau altier de la modernité, pouvions faire du rock «français». Et c'est ce que Charlebois

avait prouvé un certain soir à l'Olympia de Paris en envoyant valdinguer sa batterie dans la foule amorphe.

Oh! le superbe pied de nez! Oh! comme les Français en avaient pris plein les gencives! Et je me suis endormi dans la certitude réconfortante que la chansonnette débile était à jamais le lot pitoyable de nos pauvres chers cousins. Ce n'était pas les efforts dérisoires de Claude François, de Johnny Halliday et de Sylvie Vartan qui allaient me faire changer d'avis. Et si parfois je me laissais séduire, ce n'était que pour une courte durée. Seule Véronique Samson trouvait grâce à mes yeux. Et peut-être aussi Gainsbourg. Alors que les Bee Gees faisaient danser le monde et que Police travaillait à fondre dans le creuset de sa cervelle surchauffée l'amalgame rutilant de la nouvelle musique des années 80.

Mais pendant ce temps les copains d'outre-mer ne chômaient pas. Et je n'en savais rien. Ils lui faisaient son affaire, au ROCK. Et ils l'ont bridée, la technique. Et ils les ont amadoués, les synthés et les boîtes électroniques de percu. Ils ont fait leurs rythmes pop, funk, new-wave et africains sur

lesquels ils travaillaient depuis si longtemps. Et tout en revampant la musique populaire française, ils apprenaient à trafiquer la langue, la modelaient, la pétrissaient, pour l'enchâsser avec éclat entre des rythmes puissants et des mélodies étonnantes. Avec comme résultat qu'aujourd'hui les groupes abondent et font de la merveilleuse musique.

Voici donc quelques disques qui ont achevé ma conversion, timidement entreprise il y a quelques années lorsque j'avais vu Higelin donner un spectacle merveilleux dans une petite salle du Vieux Montréal. Malheureusement ces albums ne sont pas tous disponibles, mais on peut les faire venir en importation chez les disquaires spécialisés.

1) Dérisonnable, Rose Laurens Flarenash, 723-652-WE-351

Une petite nouvelle. Deux tubes excellents. «Africa» et Mamy Yoko». Un rythme trépidant constellé d'ingénieuses trouvailles mélodiques. Et en prime, une voix riche et chaude comme le reg quand l'air module les horizons brûlants.

2) Crocodile Point, Charlélie Couture

Island Records, XILP-9745
Cet album fut enregistré au Québec et mixé aux Bahamas sous la direction exigeante de l'auteur. Une musique qui oscille entre le rock pensif et le blues canaille de la pièce «Missipi Dancing». Et il faut écouter avec soin les paroles décapantes d'un Couture en verve qui n'hésite pas à tâter de la trivialité sordide comme du surréalisme politique.

3) Casino de Paris, Higelin PATHE-EMI, 165-4651

C'est lui le fou merveilleux qui remplit depuis des mois le Casino de Paris. Higelin, c'est la folie douce, l'outrance, le coup de gueule ravageur, la fantaisie vue comme l'un des Beaux-Arts. A croquer à belles dents.

4) il faut tout oser puisque... Sapho PATHE-EMI 2C070-72724

Sapho comme une île. Voix sulfureuse qui nargue et conquiert. Musique tranchante qui dégage tantôt des parfums exotiques de souk, tantôt des odeurs nauséabondes de métal chauffé.

5) Paris Latino, Bandolero Virgin, 600-723

Bandolero, presque un concept. Un refrain accrocheur sur rythme

enfiévré qu'appuient avec grande joie les percussions latines. Et aussi, en même temps, un rap qui chauffe.

6) Chants zazous, Richard Gotainer Virgin, 201931

J'ai un faible pour Gotainer. Non seulement parce que c'est à lui que l'on doit l'indicatif de l'émission «L'oreille musclée» diffusée par Radio-Canada et pour laquelle je travaille, mais aussi parce que ce disque me met en joie. Gotainer joue avec les mots et les rythmes avec une aisance remarquable. S'y glisse aussi une ironie redoutable.

7) Etats d'urgence, Lavilliers Barclay, BA260-200-445

Sur cet album, une pièce magnifique, follement syncopée, «Idées Noires», dans laquelle on retrouve, parfait concentré, l'essence même de Lavilliers, le loubard au cœur tendre, l'angoissé que la vie séduit, mais peut-être moins encore que la mort.

Et je pourrais tout aussi bien parler de «Rockeuse de diamant» de Catherine Lara, ou de Bashung, ou de Fragile, ou de...

Le «spécialiste» fait salle comble



Jean Hébert

Le 3e championnat ouvert du «Spécialiste des Échecs» accueillait durant la fin de semaine du 20 janvier pas moins de 75 joueurs, dont 35 dans la section A. Si l'on tient compte du fait que ce club ne peut en accueillir beaucoup plus, l'organisatrice Mlle Yolande Beauvais a toutes les raisons de se réjouir des succès que connaissent ses tournois depuis quelque temps.

Section A: 1er ex-aequo Kevin Spraggett et Sylvain Barbeau 4½ (ils ont annulé en 4e ronde) puis avec 4 points, Denis Pineault, Erick Gilbert et Serge Lacroix. Section B: 1er Yvan Joly avec 5-0, un demi-point devant Éric Sonn. À noter particulièrement les performances de Sylvain Barbeau et de Denis Pineault. Ce dernier dépassera le cap des 2200 avec ce tournoi tandis que Barbeau est installé à plus de 2300 depuis un certain temps, et commence vraiment à faire la vie dure aux Sprag-

gett et Hébert (surtout ce dernier). **13e championnat junior**

Tenu à Saint-John au Nouveau-Brunswick, le 13e championnat junior du Canada s'est terminé par la victoire du montréalais Steve Bolduc, une surprise de taille si l'on considère qu'avant le tournoi, celui-ci songeait davantage à éviter la dernière place qu'à un succès possible!

Avec un pointage de 8-3, Steve a devancé par un demi-point les ontariens Todd Southam et Doug Baily, le champion défendant. Le grand favori du tournoi Alex Kuznecov a déçu. Coté à 2307 soit environ 150 points de mieux que le suivant, Kuznecov a néanmoins dû se contenter d'un modeste 7-4. Comme on le voit, le rôle de favori en est un à double tranchant. Les adversaires vous craignent mais en même temps se préparent encore plus sérieusement pour vous affronter.

Bolduc était le 4e Québécois à remporter ce titre et représentera

le Canada au championnat junior mondial qui aura lieu à Helsinki au mois d'août 1984. Voici d'ailleurs la liste de ses précécesseurs.

Championnat junior du Canada

- 1- Léon Piasetski (PQ) 1970
- 2- John MacPhail (Ont) 1972
- 3- Nigel Fullbrook (BC) 1974
- 4- Peter Nurmi (Ont) 1975
- 5- Jean Hébert (PQ) 1976
- 6- Martin Buchholz (Ont) 1977
- 7- Michael Rohland (Ont) 1978
- 8- Sylvain Barbeau (PQ) 1979
- 9- Gagnant disqualifié 1980
- 10- Robert Hamilton (NB) 1981
- 11- Dean Hergott (Ont) 1982
- 12- Doug Baily (Ont) 1983
- 13- Steve Bolduc (PQ) 1984

Pour assurer les superstitieux, il faut remarquer que Bolduc n'est pas le 13e champion junior du Canada mais bien le 12e. En 1980, John Pajak avait été dépouillé de son titre pour avoir acheté sa partie de dernière ronde contre Robert Hamilton. Plutôt que de décerner le titre au joueur de 2e

place (S. Barbeau), la fédération canadienne avait préféré faire comme si le tournoi n'avait pas eu lieu.

Au niveau mondial le représentant canadien fait généralement modeste figure en terminant dans le milieu du tableau avec environ 50 p. cent des points. La meilleure performance canadienne a été réalisée par Peter Nurmi qui en 1975 avait terminé 9e avec 7½-5½. Cinq des huit joueurs qui le précédaient, ainsi que deux autres participants, sont devenus grands-maîtres depuis. Les difficultés de nos représentants se conçoivent donc facilement. Les joueurs européens, en particulier, participent fréquemment à des tournois internationaux (pour junior ou non) et sont par conséquent plus aguerris que les nôtres. Aux échecs, il n'y a pas grand-chose qui remplace l'expérience. Néanmoins nos meilleurs vœux de succès à Steve lors de son voyage en Finlande!

S. Bolduc - R. Didiodato 11e et dernière ronde du championnat junior du Canada.

1- d4 g6 2- c4 Fg7 3- g3 d6 4- Fg2 f6 5- Cc3 Ch6 6- Cf3 Ca6 7- 00 00 8-a3 c5 9-Tb1 Ff5 10- e4 Fd7 11- b4 cxd4 12-Cxd4 Cc7 13- Fb2 Tb8 14- Tc1 f5 15- Te1?! f4 16- Cd5 fxd3 17- hxd3 Cg4 18- Tc2 Ce8 19- Ce3 C8f6 20- f3 Cxe3 21- Txe3 Fh6 22- Td3 De8 23- Fc1 Fg7 24- De1 Tc8 25- Fe3 e5 26- Ce2 d5 27- Txd5 Cxd5 28- exd5 Ff5 (les noirs ont la qualité mais le pion passé s'avère dangereux) 29- Tc1 Fd3 30- c5 e4 31- Cf4 exf3 32- Fxf3 Fe4 33- Fg4 Ff5 34- Ff3 Fe4 35- Fg4 Ff5 36- Ff3 Fb2? (À court de temps les noirs auraient dû se contenter de la nulle par répétition de coups) 37- d6 Fxc1 38- Fd5 Tf7 39- Dxc1 Fe4 40- Fe6 Ff5 41- d7 Fxe6 42- dxe8(D) Txe8 43- Dc3 Ff5 44- Cd5 1-0 Temps Blancs 1h20, Noirs 2h30.

Près de 60 ans de chanson, et encore reines du «pop»!

DE 5 À 7



André Robert

Michèle Richard est née le 17 avril 1946, Renée Martel le 26 juin 1947, ce qui leur donne respectivement 37 et 36 ans. Pourtant, elles chantent déjà depuis près de 60 ans, au total de l'une et l'autre si l'on considère que Renée a commencé à l'âge de 6 ans et Michèle à 10 ans.

Filles l'une et l'autre de rois de la chanson western, elles se sont distancées différemment de leurs origines pour se créer une place en tête de la chanson «pop» où elles se maintiennent au travers des changements de modes et bouleversements de palmarès.

Elles m'ont expliqué, ensemble, ce qui les rapproche et ce qui les différencie.

Toutes deux enfants de la bal- le, est-ce que ce sont vos parents qui vous ont entraînées dans le métier contre votre gré?

Renée: «J'y ai été poussée toute petite par mes parents qui ont commencé à m'y préparer en me faisant suivre des cours de danse, de chant et de piano dès l'âge de cinq ans. Et j'ai fait mes débuts sur scène avec mon père à six ans en chantant «Un coin du ciel» au théâtre Royal de Drummondville (ma ville natale), une chanson que j'ai dû répéter pendant des années. Et j'ai continué par la force des choses même si ça ne me tentait pas vraiment. J'ai même voulu arrêter à l'âge de dix-huit ans parce que je n'étais pas heureuse dans le métier, mais il était trop tard: j'étais prise dans l'engrenage du succès. Je pense toujours foncièrement que j'aurais préféré créer d'autre façon: soit dans la décoration intérieure ou même comme architecte.»

Michèle: «Moi, c'est avec la connivence de ma mère que j'ai commencé à chanter à dix ans car mon père y était totalement opposé. Maman, qui rêvait que je fasse cette carrière, m'avait inscrite dans un concours d'amateurs à la télévision de Sherbrooke et préparé une chanson intitulée «Joli chapeau» que j'ai chantée déguisée en négrillon. Le premier prix que j'ai gagné était, comble d'ironie, une apparition à l'émission de mon papa, Ti-Blanc Richard, qui ignorait tout de la chose et qui s'est

plié d'assez mauvaise grâce à me laisser chanter avec lui. Malgré les réactions favorables du public, il est longtemps resté convaincu que ce goût n'était qu'un caprice de ma part. Et quand il s'est rendu compte que j'étais pleinement impliquée, il était trop tard pour m'arrêter. A vrai dire, ce n'est pas que j'avais vraiment envie de chanter, mais tout cela s'est fait si facilement. Toute petite, je rêvais de devenir vétérinaire.»

Quand vous voyez des enfants que l'on semble propulser dans la carrière comme des animaux savants, comment réagissez-vous après l'avoir vécu vous-même?

Michèle: «Cela me peine de voir des jeunes poussés par leurs parents, car ce ne sont pas eux qui choisissent. Je n'ai pas à me plaindre car tout a bien tourné dans mon cas, mais je trouve que l'on devrait attendre que les enfants soient d'âge à décider d'eux-mêmes.»

Renée: «J'admets que tout le brillant a fini par me tourner la tête vers l'âge de 10 ans, mais je ne voudrais pas que mon fils qui a ce même âge soit ainsi manipulé. Si, à l'âge de 14 ou 15 ans, il m'annonce qu'il veut faire ce métier-là, je ne l'en empêcherai pas... mais je ne l'encouragerai pas trop fort.»

Avez-vous eu l'impression d'être exploitées avant d'être assez mûres pour diriger vos vies professionnelles?

Michèle: «Pas moi: papa, une fois résigné à mon choix, m'a très bien guidée et conseillée. Il me donnait un salaire fixe comme à toutes ses chanteuses et négociait très strictement mes contrats. Si bien qu'au moment de mon arrivée à Montréal, j'étais bien préparée à prendre soin de moi-même.»

Renée: «Mon père Marcel n'avait pas le sens des affaires comme Ti-Blanc et il s'est lui-même laissé exploiter par des producteurs et des promoteurs: ce qui fait que dans son sillage, je l'ai été moi aussi sans qu'il en soit sciemment de sa faute.»

A quel moment avez-vous commencé à voler vraiment de vos propres ailes?

Michèle: «J'avais quinze ans; on m'a offert en même temps un

contrat au cabaret Casa Loma à Montréal et une participation régulière à une émission du Canal 10, «Chez Isidore». Au début, je faisais la navette en autobus entre Sherbrooke et Montréal, puis au bout de six mois je me suis installée en permanence dans la métropole.»

Renée: «À dix-huit ans seulement dans mon cas quand a pris fin l'émission du Canal 7, à Sherbrooke, où mon père et moi avions travaillé régulièrement jusque là. J'ai obtenu des contrats à Montréal grâce au succès de la chanson «Liverpool» et je ne suis jamais retournée chez mes parents.»

Vous êtes toutes deux issues de familles associées au style country-western sur lequel on levait le nez à l'époque alors qu'on lui accorde maintenant presque des lettres de noblesse. Y a-t-il eu transition?

Renée: «Les snobs n'aimaient pas ça, mais aujourd'hui ça fait bien d'aimer la chanson country, alors les snobs prétendent adorer ça. Je ne chantais que ça à mes débuts et je n'ai jamais vraiment fait de rupture avec le genre. J'y suis toujours restée fidèle même si je sentais qu'en certains milieux, on nous regardait de haut, mes parents et moi: on était une autre sorte de monde. Aujourd'hui, même ceux qui n'ont aucune espèce de talent pour ce style essaient d'en chanter (et au ton sur lequel Renée dit cela, on sent que c'est à son tour de lever le nez sur ces usurpateurs qui la méprisaient jadis).»

Michèle: «C'est par hasard, à la suggestion de mes producteurs, que j'en ai interprétées mais je n'ai jamais été identifiée à la musique country. J'étais intégrée à l'émission de papa où on présentait un peu de tous les styles: du western, du folklore, du succès populaire. Quant à moi, je me suis surtout fait connaître par de la musique «pop»: rappelez-vous «Main dans la main», «Quand le film est triste», «Notre dernière danse».

Quand vous êtes «montées à Montréal», comme on dit, quelles personnes ont le plus influencé vos carrières?

Michèle: «Jean Paquin qui m'a

donné ma première chance au Canal 10 et qui m'a bien guidée tout comme Maurice Dubois à Radio-Canada. Et, du côté disque, mon producteur Dennis Pentis qui m'aida beaucoup à choisir mes chansons. Par la suite, j'ai géré ma carrière toute seule. Si Michèle Richard est devenue une «image» autant qu'une simple chanteuse, c'est moi qui l'ai faite.

Renée: «Gerry Plamondon qui m'a donné mes premières chansons et Dennis Pentis dans mon cas aussi. J'ai toujours eu un gérant car j'ai besoin, moi, d'une personne qui m'oriente, qui me trace un plan. J'ai essayé de le faire seule pendant six ans et cela ne m'a pas réussi. J'ai donc eu Gilles Talbot pendant cinq ans et c'est maintenant Gilbert Morin qui me guide. Je n'ai pas la force de caractère de me gérer moi-même.

Y a-t-il eu des points tournants dans vos deux carrières?

Renée: «Il y en a deux, définitivement, qui m'ont permis d'accéder à un autre niveau. Après les premiers succès de palmarès qui s'étaient succédés pendant trois à quatre ans est venue la chanson «Un amour qui ne veut mourir» qui m'a marquée pendant une dizaine d'autre années. Et, plus important encore, mon album «C'est mon histoire» qui m'a relancée avec beaucoup plus de force l'année dernière.

Michèle: «Très certainement ma décision vers 1978 de me lancer dans les spectacles à l'américaine et à grand déploiement.

On peut se surprendre que vous présentiez en même temps au public, par disques et par livres, un bilan de vos vies et de l'influence de vos parents sur celles-ci: coïncidence ou concertation? Ou une mode à suivre?

Michèle: «Tout simplement la vie qui a fait que nous vivions au même moment des choses très intenses: pour moi, la mort de mes parents; pour Renée, de s'être remise en question et de s'être tracée une nouvelle ligne de conduite. Nous ne suivons pas la mode... nous faisons la mode!

(Michèle dit cela dans un éclat de rire que reprend Renée qui a récemment avoué publiquement être une alcoolique repentie et qui

prépare un livre à ce sujet qui sortira au printemps).

Renée: «Si j'ai basculé, c'est sans doute pour une part à cause de mon tempérament, mais aussi à cause de ce que le métier et ses gens m'ont fait vivre pendant trente ans. Quand tout cela a éclaté, je n'avais pas d'autres choix que de reprendre mon existence en main et de commencer à vivre différemment.»

L'une de vous a donc traversé une crise majeure; et l'autre?

Michèle: «Non, moi c'est une crise continue (elle en rit de bon cœur). Peut-être qu'à seize ans, j'ai passé difficilement le cap de l'adolescence; mais comme, à l'image de mon père, je trouvais normal de travailler 365 jours par année, c'est ce qui m'a aidée à m'en sortir. C'est là ma principale lacune: j'ai toujours consacré plus de temps à ma carrière qu'à ma vie privée et j'ai donc beaucoup moins réussi celle-ci. Je m'applique maintenant à ma vie de femme et j'espère pouvoir vous dire dans quelques années qu'elle a aussi bien tourné.

Vous devriez être des rivales naturelles; vous êtes devenues au contraire de grandes amies bien que de tempéraments totalement opposés. Que trouvez-vous l'une chez l'autre?

Michèle: «C'est vrai, l'image que nous projetons est conforme à ce que nous sommes: Renée est délicate et fragile, moralement et physiquement. Je suis beaucoup plus forte, mais ce qu'il y a de merveilleux, c'est que je peux aller chercher chez Renée des éléments qui me servent à balancer ce qu'il y a d'excès dans mon tempérament. Et Renée, je pense, trouve chez moi une énergie, un goût de foncer qui lui manquent parfois. En ce sens-là, on se complète.

Renée: «Je suis moins fragile que je l'étais; il est plus rare maintenant que je flanche.

Michèle: «Tu as vraiment pris position vis-à-vis toi-même. En vieillissant toutes les deux, nous avons en somme appris, grâce à la maturité et à la vie vécue, à nous prendre en mains toutes les deux!»



Louise Laliberté

NOS AMIES LES BÊTES

Le chat sans appétit...

Un chat malade ne mange pas; c'est bien connu. La perte d'appétit (ou anorexie) est d'ailleurs souvent le seul signe de maladie que le propriétaire rapportera à son vétérinaire. Il faut quand même souligner qu'il peut arriver à un chat en pleine santé de perdre temporairement l'appétit: aura-t-il fait des excès de table la veille? Instinctivement, il se mettra au jeûne pour 24 heures. Il ne faut pas s'en inquiéter outre mesure. Par contre si l'anorexie persiste un second jour, il faudra alors le surveiller de près, vérifier s'il urine, s'il boit quand même et s'assurer que sa température corporelle est normale. Le vétérinaire devra être consulté car dans certains cas, attendre au lendemain peut compromettre une guérison ou un retour à la normale, autrement assuré.

Lors de voyage, de déménagement, d'arrivée chez de nouveaux maîtres, de mise en pension, de la venue de visiteurs, le chat quelque peu sensible pourra momentanément perdre l'appétit et la situation est encore considérée comme normale. On s'y réfère comme l'«anorexie d'adaptation». La situation ne devrait évidemment pas durer plus de 24 à 36 heures. Le chat qui ne mange pas doit utiliser ses propres réserves pour maintenir ses fonctions vitales et son activité si minimale soit-elle. En plus de ses réserves d'énergie, de ses protéines, le chat malade qui ne mange pas a besoin, pour le maintien de son équilibre physiologique, de quelque trente éléments nutritifs qui ne se retrouvent que dans une bonne alimentation. Il présente donc rapidement des signes de malnutrition qui ne feront que favoriser les infections. Un chat de huit livres qui ne prend ou ne reçoit aucune nourriture dévorera ses propres tissus au taux d'une livre par semaine.

Alimentation artificielle

La seule façon de réduire ces pertes drastiques est de nourrir artificiellement et de forcer l'animal malade. Les caprices alimentaires du chat sont bien connus; mais changer de nourriture et essayer une dizaine de nourritures différentes n'est qu'une perte de temps. Une anorexie de 48 à 72 heures peut compromettre grandement les plus grands efforts de thérapeutique. Il faut donc tenter de rétablir le plus vite possible l'équilibre nutritionnel du chat. Le premier traitement consiste donc à nourrir le patient. Dans certains cas, un compte-gouttes fera l'affaire, mais il faut, la plupart du

temps, avoir recours à un tube gastrique. Cette opération s'effectue généralement bien et le propriétaire d'un animal traité à la maison peut très bien apprendre de son vétérinaire comment s'y prendre. Il existe plusieurs diètes artificielles que l'on peut facilement préparer à la maison particulièrement si l'on possède un mélangeur. On recommande généralement d'utiliser de la nourriture pour bébé et des jaunes d'œufs mélangés à une quantité équivalente d'eau. Si l'animal refuse également de boire, ou dans les cas de pertes excessives de fluides dues à la diarrhée ou aux vomissements, la déshydratation du chat peut s'avérer un problème grave. Il est donc important de parer à cette perte et de voir à restaurer la balance électrolytique qui est souvent fortement atteinte le plus tôt possible. Il est relativement facile de reconnaître la déshydratation: il suffit de prendre à pleine main la peau du dos de l'animal et de soulever. La peau du chat sain reviendra en place immédiatement. Chez le chat déshydraté, la peau, qui manque nettement d'élasticité ne retrouvera sa place que lentement. Plus le temps de retour de la peau est lent, davantage est-il déshydraté. Un animal déshydraté à plus de 15 p. cent est extrêmement malade et devrait être examiné sérieusement le plus vite possible.

L'administration de fluides thérapeutiques

Ce que l'on appelle généralement et populairement des «sérum» ne sont que rarement de véritables sérums: ces liquides que l'on injecte goutte-à-goutte dans la veine du patient ne sont en réalité que de l'eau à laquelle sont ajoutés des éléments essentiels à la vie. On y trouve habituellement des éléments minéraux (sodium, chlore, potassium, magnésium, etc) et des éléments nutritifs (sucre ou glucose surtout et parfois des acides aminés). L'administration de tels fluides est pratique courante en médecine vétérinaire. Contrairement à l'humain, il existe deux voies d'administration de fluidothérapie: en plus de la voie intra-veineuse, le médecin vétérinaire peut aussi utiliser la voie sous-cutanée.

L'organisme peut sans doute se passer de nourriture pour quelques jours, mais l'apport d'eau est essentiel et si le chat refuse catégoriquement de boire, il faudra rapidement compenser et là, la consultation vétérinaire est urgente.

Les activités canines et félines à venir...

- * Dimanche le 12 février: exposition sans point de championnat (sanction match) présentée par le Club canin St. Francis aux Promenades St-Bruno. Renseignements et inscriptions: Louise Alter, (Bromont). Téléphone: (514) 534-3344.
- * Dimanche le 19 février: Exposition sans point de championnat (sanction match) présentée par le club Bobtail-Québec, aux Galeries d'Anjou. Renseignements et inscriptions: Eliane Lobianco. Téléphone: (514) 388-7095.
- * 9-10-11 mars: Exposition canine de championnat canadien présentée par l'Ottawa Kennel Club, au Palais des congrès de Hull. Renseignements: Coby Kruders, Vista Drive, R.R. no 3, Ingleside, Ontario. Téléphone: (613) 537-2634. Date limite d'inscription: 14 février.
- * 6-7-8 avril au Vélodrome du parc Olympique: Exposition canine de championnat canadien présentée par le Club Canin de Montréal. On annonce de plus plusieurs expositions réservées (spécialités) dont deux organisées par le Club Afghan-Québec une autre réservée aux Bergers Anglais (Club Bobtail-Québec), une autre réservée aux Bergers Allemands etc. Renseignements et inscriptions: Eliane Lobianco, 10443 rue DeLaroché, Montréal, P.Q. H2C 2P3. Téléphone: (514) 388-7095.
- * Mardi soir le 28 février: Conférence mensuelle du Club Félin de Montréal. Conférencier invité: Dr Raymond Racicot, médecin vétérinaire qui traitera des soins requis par le chat et particulièrement de ses besoins alimentaires. Les conférences du Club Félin ont lieu au restaurant Prince Charles, 27 est, rue Liège à Montréal. Renseignements: Christiane Marsan (514) 622-7633.
- * Dimanche le 18 mars: Exposition féline de championnat américain (CPA) présentée par le Club Alouette au Centre Commercial Place Longueuil, 825 O. rue St-Laurent à Longueuil. Renseignements et inscriptions: Kathy Villeneuve (514) 374-1094.
- * Dimanche le 25 mars: Exposition féline de championnat canadien (CCA) présentée par le Club du Chat Perché aux Promenades Saint-Bruno, 1 boul. des Promenades, Saint-Bruno. Renseignements: André Garneau, (514) 679-0566.

SCIENCE ET LOISIRS

Une question de principe

L'inertie, c'est la tendance qu'ont les corps à conserver leur état de mouvement ou de repos (mouvement nul). Autrement dit, si un objet est immobile, il le restera aussi longtemps qu'une force ne le fera pas bouger. Une fois en mouvement, il faudra exercer une autre force pour l'arrêter.

Que se passe-t-il lorsqu'un autobus bondé de monde freine brusquement? Vous en avez sûrement déjà fait l'expérience. Vos pieds ont tendance à rester sur place à cause de la friction, mais votre corps, lui, a tendance à poursuivre son mouvement (celui que le déplacement de l'autobus lui communique) jusqu'à ce qu'il soit arrêté par la tête ou le dos d'un voisin. Vous comprenez déjà mieux le principe de l'inertie, n'est-ce pas? Et que se passe-t-il lorsque l'autobus part brusquement? Vous saurez sûrement répondre.

Nous vous proposons maintenant quelques expériences sur l'inertie qui sont aussi spectaculaires qu'instructives.

a Matériel

- Une table
- Une feuille de papier
- Une fourchette
- Un verre rempli d'eau
- Un imperméable
- Une nappe
- Un service de vaisselle (de grande qualité)
- Des verres de cristal
- Un chandelier



Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technica Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimier, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques: «Au bout de la science» et «Comme l'œuf de Christophe Colomb», éditées par Technica Ltée. (c. 1982 et 1983). Coordination: Santo Tringali et Pierre Brissette.

b C'est la vitesse qui compte

Prenez une feuille de papier et déposez-la sur une table. Placez ensuite une fourchette sur la feuille, puis tirez doucement la feuille hors de la table. La fourchette suit le mouvement, c'est évident.

Répétez cette manipulation mais, cette fois, tirez brusquement sur la feuille. Le résultat est-il le même? Pourquoi? Si le résultat est le même recommencez, car vous avez manqué le bateau! Normalement, la fourchette devrait rester sur la table parce qu'en tirant brusquement, la force de friction n'a pas eu le temps de s'exercer de la feuille à la fourchette. Remplacez maintenant la fourchette par un grand verre rempli d'eau. N'oubliez pas d'enfiler votre imperméable!

C L'inertie ou... la fuite

Lors d'une prochaine réunion de famille, faites l'expérience suivante sur la force et l'inertie et épatez tout le monde.

Dressez la table avec le service de vaisselle des grandes occasions, les verres de cristal et, pourquoi pas, un chandelier. Quand les invités seront arrivés, faites-les asseoir, parlez-leur de votre grande adresse et annoncez-leur que vous allez soulever la nappe sans faire tomber quoi que ce soit de la table. Il vous faudra tirer la nappe avec autant d'adresse que de rapidité. Ah oui! Au cas où votre tour de prestidigitation tournerait à la catastrophe, prévoyez donc une sortie de secours!

François Coppée, le poète, disait: «Il faut quatre hommes pour faire une bonne salade: un prodige pour l'huile, un avare pour le vinaigre, un sage pour le sel et un fou pour le poivre».



Pol Martin

CUISINER

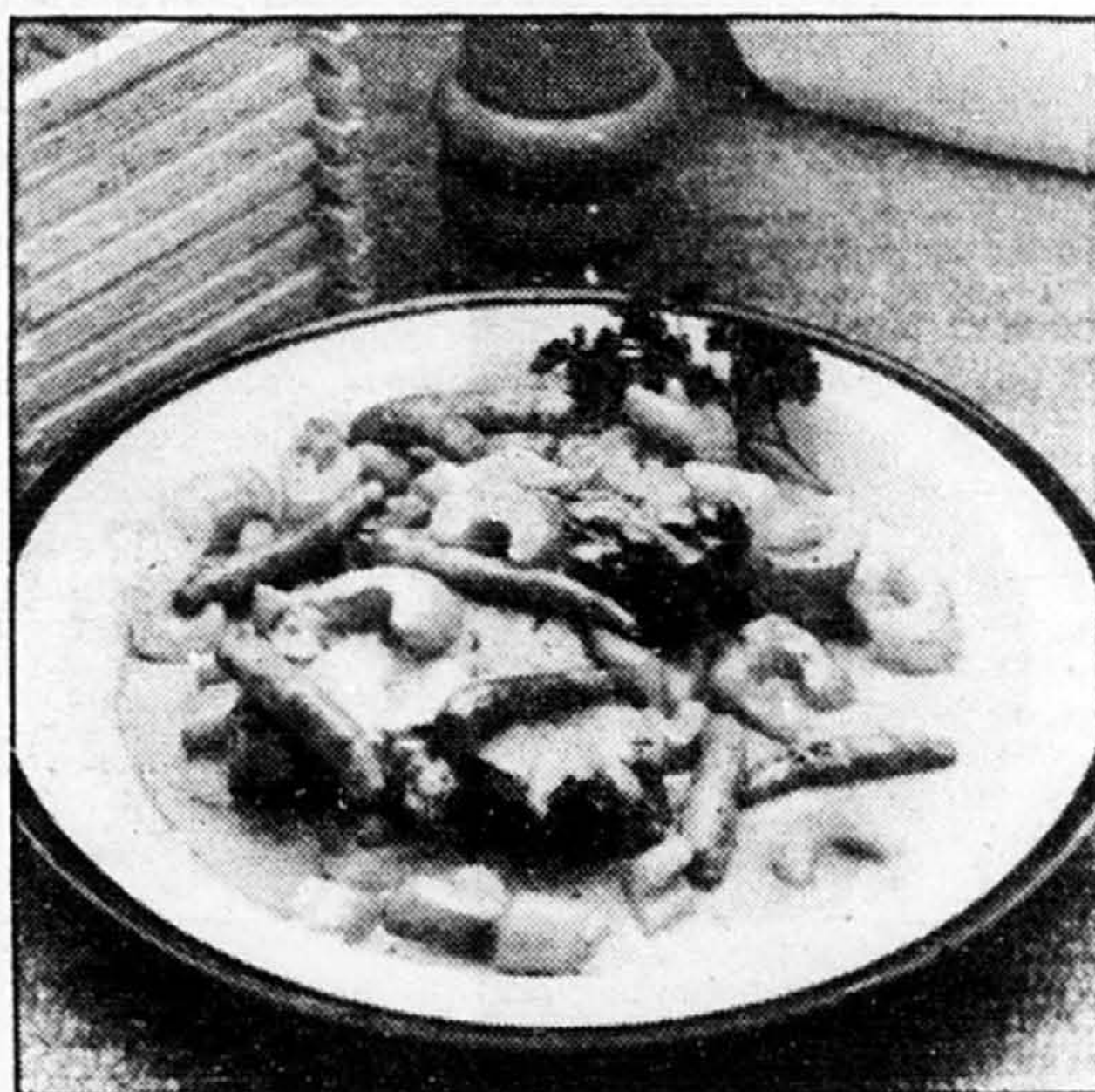
Salade d'hiver, côtes de veau et mousse au sirop d'érable

1. Salade d'hiver

(pour 4 personnes)

- 4 pommes de terre cuites avec la peau
- ½ oignon rouge coupé en dés
- 114 g (¼ livre) de haricots verts cuits
- 15 mL (1 c. à soupe) de persil haché
- 2 oeufs durs hachés
- 15 mL (1 c. à soupe) de moutarde à la française
- 50 mL (¼ tasse) de vinaigre de vin
- 175 mL (¾ tasse) d'huile d'olive
- 1 gousse d'ail, écrasée et hachée
- sel et poivre

- 1) Peler les pommes de terre chaudes, les couper en gros cubes et les placer dans un bol à salade.
- 2) Ajouter les oignons, les haricots et le persil. Saler, poivrer et mettre de côté.
- 3) Mettre la moutarde et les oeufs hachés dans un bol; mélanger le tout.
- 4) Ajouter le vinaigre et l'ail; saler, poivrer. Incorporer le tout.
- 5) Ajouter l'huile, goutte à goutte, tout en mélangeant constamment avec un fouet de cuisine.
- 6) Verser la moitié de la vinaigrette sur les légumes; bien mélanger et laisser mariner le tout pendant 1 heure.
- 7) Ajouter plus de vinaigrette si désiré.
- 8) Assaisonner au goût et servir sur des feuilles de laitue.



2. Côtes de veau au céleri

(pour 4 personnes)

- 4 côtes de veau
- 15 mL (1 c. à soupe) de margarine
- 15 mL (1 c. à soupe) d'huile
- 2 branches de céleri, lavées et émincées
- 1 piment vert coupé en lanières
- 250 mL (1 tasse) de bouillon de poulet chaud
- 250 mL (1 tasse) de crème épaisse à la française
- 5 mL (1 c. à thé) de fécule de maïs
- 30 mL (2 c. à soupe) d'eau froide
- 15 mL (1 c. à soupe) de persil haché
- sel et poivre
- carottes naines cuites à la vapeur pour la garniture

Préchauffer le four à 190° C (375° F)

- 1) Faire chauffer la margarine et l'huile dans une sauteuse à feu moyen.
- 2) Ajouter les côtes de veau et les faire cuire de 3 à 4 minutes de chaque côté. Saler, poivrer.
- 3) Ajouter le céleri et les piments; couvrir et continuer la cuisson au four de 5 à 6 minutes.
- 4) Dès que les côtes de veau sont cuites, les retirer de la sauteuse et les placer dans un plat de service.
- 5) Placer la sauteuse sur l'élément du poêle et y verser le bouillon de poulet chaud.
- 6) Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Incorporer le mélange au bouillon.
- 7) Ajouter la crème épaisse à la française, remuer et faire mijoter de 3 à 4 minutes.
- 8) Parsemer le tout de persil haché et assaisonner au goût.
- 9) Verser la sauce sur les côtes de veau. Servir avec des carottes naines.

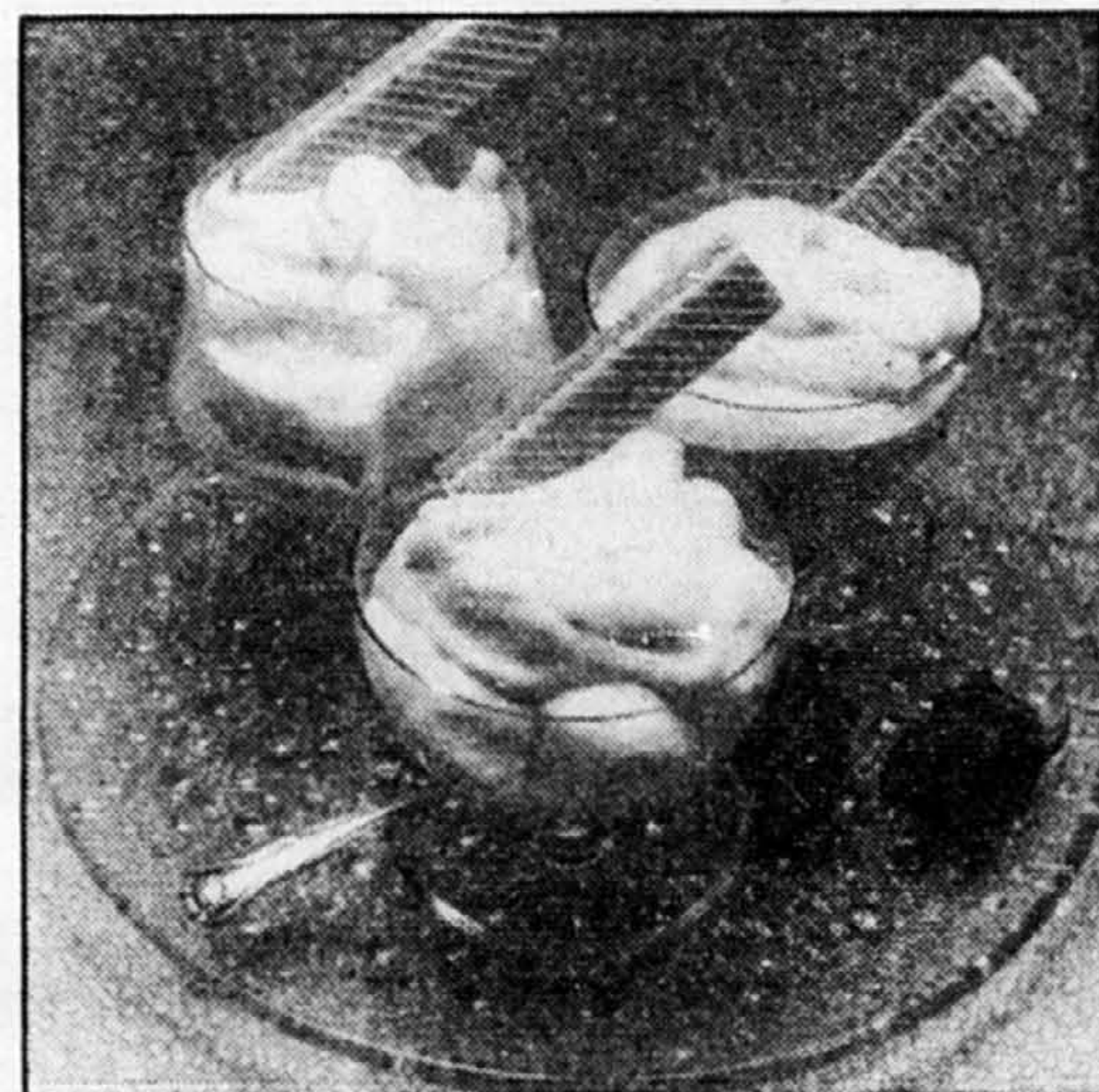


3. Mousse au sirop d'érable

(pour 4 personnes)

- 1 enveloppe de gélatine Knox
- 125 mL (½ tasse) de crème épaisse à la française
- 250 mL (1 tasse) de sirop d'érable
- 4 jaunes d'oeuf
- 4 blancs d'oeuf
- 50 mL (¼ tasse) de sucre

- 1) Mettre la gélatine dans un bol en acier inoxydable. Ajouter la crème épaisse.
- 2) Placer le bol sur une casserole contenant de l'eau bouillante. Faire chauffer le tout pour faire fondre la gélatine tout en remuant constamment avec un fouet de cuisine.
- 3) Retirer du feu. Ajouter le sirop d'érable et les jaunes d'oeuf; battre le tout.
- 4) Remettre le bol sur la casserole contenant l'eau bouillante; faire cuire de 3 à 4 minutes tout en mélangeant constamment avec un fouet de cuisine.
- 5) Note: le mélange est cuit lorsqu'il nappe le dos d'une cuillère.
- 6) Retirer du feu et mélanger le tout pour faire refroidir le mélange. Réfrigérer.
- 7) Battre les blancs d'oeuf dans un bol avec un batteur électrique. Dès qu'ils forment des piques ajouter le sucre et continuer de battre pendant 1 minute.
- 8) Incorporer les blancs au mélange de sirop d'érable.
- 9) Verser la mousse dans des coupes de verre. Réfrigérer pendant 3 heures.
- 10) Servir avec des petits biscuits.





Aux Éditions La Presse



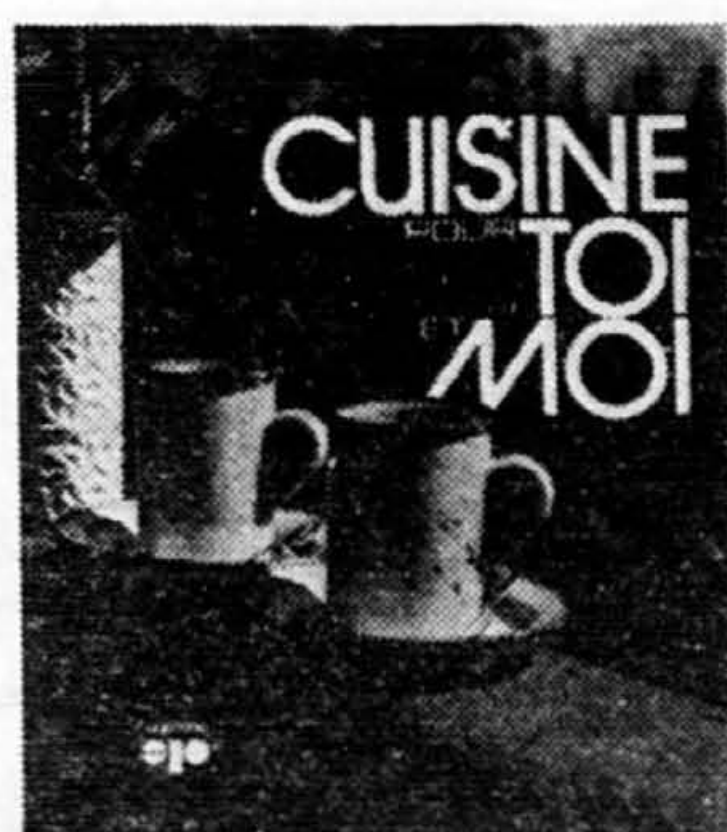
Pique-niques pour amoureux

Gabrielle Kirschbaum

Traduit de l'anglais par Jacqueline Rouah

Cristal et argenterie dans les prés, festins autour d'un feu de camp, homards sur la plage, soupes devant l'âtre, petits déjeuners au champagne: les pique-niques de ce livre de cuisine romantique conviennent à tous âges, en tous lieux et en toutes circonstances. 140 recettes groupées en 50 menus faisant le tour des saisons, le tout accompagné de jolies illustrations, d'extraits de poèmes, mythes et légendes sur l'amour et la bonne chère. *Pique-niques pour amoureux* a été conçu pour vous et celui (ou celle) que vous aimez.

144 pages



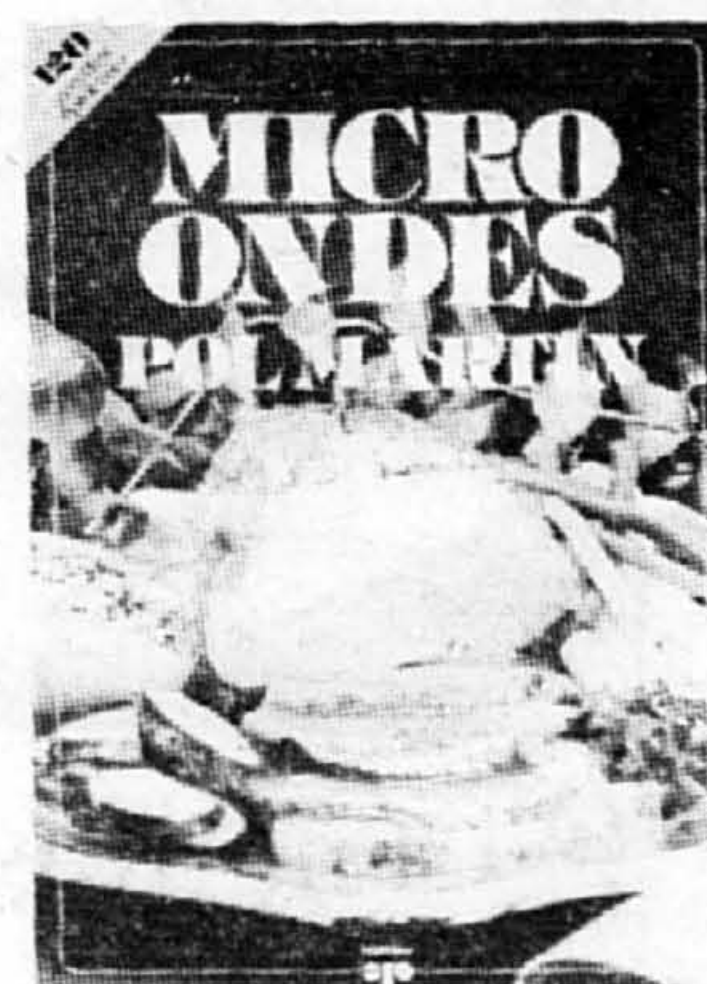
Cuisine pour toi et moi

Mirelle Beaulieu

Un livre idéal pour le couple qui travaille. Des idées pratiques pour une cuisine simple et rapide, des hors-d'œuvre jusqu'aux desserts.

136 pages illustrées

Pour la Saint-Valentin

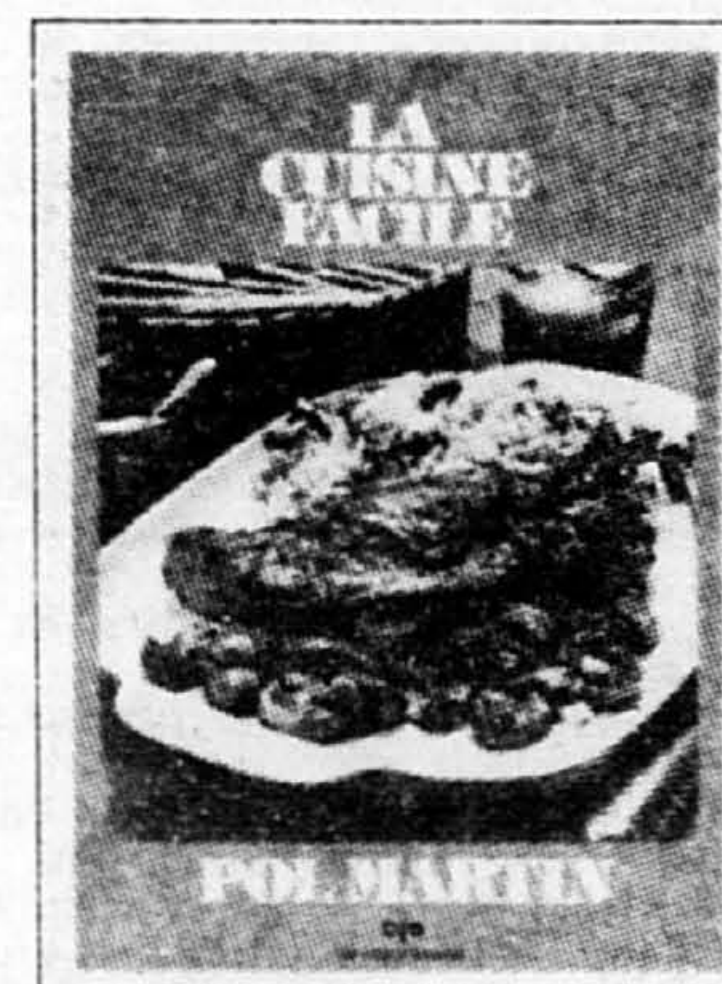


MICRO-ONDES

par Pol MARTIN

En plus d'expliquer ce qu'est le four micro-ondes et ce qu'il peut faire, Pol Martin détaille dans ce nouvel ouvrage la préparation de 120 recettes qu'il a toutes éprouvées lui-même.

Cartonné/160 pages en couleurs



LA CUISINE FACILE

Pol Martin

Un fort beau livre cartonné, pour tous ceux et toutes celles qui souhaitent s'élever par étapes faciles et bien expliquées dans l'art de la bonne cuisine.

Cartonné/160 pages en couleurs



Les meilleures recettes du Québec

Mirelle Beaulieu

Ce livre constitue un recueil luxueux des recettes de chez nous. Il explique comment réaliser les plats traditionnels.

144 pages, 16 photographies en couleurs

ACC Membre de l'Association des éditeurs canadiens

Offre spéciale aux abonnés de LA PRESSE — 20% de rabais

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir le(s) livre(s) indiqué(s) par un crochet:

	Prix régulier	Prix abonnés de LA PRESSE
() Pique-niques pour amoureux	9,95\$	7,95\$
() Cuisine pour toi et moi	6,95\$	5,55\$
() Micro-ondes	19,95\$	15,95\$
() La cuisine facile	19,95\$	15,95\$
() Les meilleures recettes du Québec	8,95\$	7,15\$

IMPORTANT: joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

M/Car ☐

VISA ☐

no.....

Numéro d'abonné de LA PRESSE.....

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée
7, rue St-Jacques, Montréal, Québec
H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

TOTAL ci-joint.....

(plus 1\$ pour frais de poste et manutention)

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

